# lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi

1 F

2 AVRIL 1969

N° 37


## La gauche et le plebiscite bonapartiste

# La bataille du «NON»: un alibi pour se soumettre

(page 2)

## AU PAKISTAN

(page 4)

## La loi martiale contre... la misère

KARACHI (Pakistan). - Les choses tendent à retourner à la « normale » dans l'ancienne capitale du Pakistan où une procession religieuse parcourt une rue hier. On sait en effet que la loi martiale a été instaurée à la suite de la démission du président Ayoub Khan qui laisse le commandement du pays au général Yahya Khan. (U.P.I. rad.)

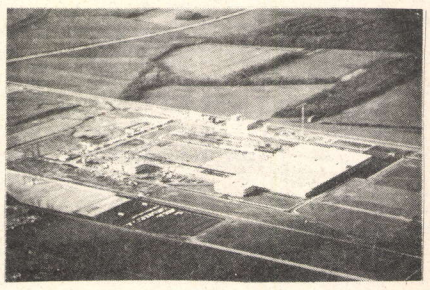
● *VIETNAM :* LE SECRET DES NEGOCIATIONS NE SAUVERA PAS KY (p. 2)

● PARODIE DE JUSTICE A ORAN (p. 3)

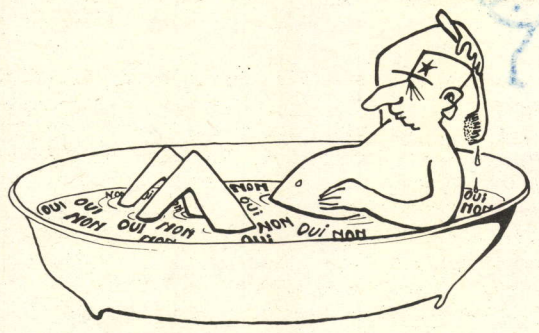




● LE CAPITALISME ASSASSIN (p. 10)


● GREVE A SNECMA (p. 9)




Un bain de légitimité

## La gauche et le plébiscite bonapartiste

# LA BATAILLE DU « NON » UN ALIBI POUR SE SOUMETTRE

DEPUIS le Conseil des ministres du 24 mars, le projet de loi qui fera l'objet du référendum est donc définitivement arrêté.

Si la lecture de ses 68 articles décourage la bonne volonté de tout électeur moyen, commentateurs et hommes politiques peuvent enfin, pour appuyer les positions qu'ils ont d'ailleurs, pour la plupart, prises depuis longtemps, se livrer à une analyse précise du texte.

Pourtant, le vrai problème n'est pas là, et les prises de position anticipées sont finalement bien plus dans la logique du système que les exégèses savantes. Le vrai problème, c'est ce oui — de préférence — ou ce non — à la rigueur — que le pouvoir demande aux électeurs le 27 avril.

Non seulement le texte précis de la loi importe peu, mais le sujet lui-même n'a guère d'importance. En mai dernier, de Gaulle avait annoncé un référendum sur la « participation », référendum auquel il avait dû renoncer. Aujourd'hui, on nous invite à nous prononcer par voie référendaire sur la régionalisation et la réforme du Sénat. La question est différente, mais l'intention reste la même.

Cela ne signifie nullement que les sujets soumis au référendum soient sans importance, au moins pour le gouvernement. Mais sur le simple plan législatif, celui-ci, qui dispose d'une confortable majorité à la chambre, a d'autres moyens de parvenir à ses fins.

M. Couve de Murville prétend qu'il est normal d'appeler les citoyens « à se prononcer directement sur ce qui les concerne directement à partir du moment où cela est fondamental ». Mais il y a bien d'autres sujets qui concernent « directement » les citoyens, et qui sont même « fondamentaux », comme par exemple les salaires, les impôts et leur utilisation, et sur lesquels, on peut en être sûr, il ne viendra jamais à l'esprit du Premier ministre de consulter « directement » les citoyens.

En réalité, ce référendum, comme ceux qui l'ont précédé, constitue un moyen de gouvernement indispensable dans le cadre du régime actuel, et ce ne sera sans doute pas le dernier.

La Ve République a conservé une apparence de vie parlementaire, mais ce n'est qu'une apparence. Depuis plus de dix ans, c'est le même parti qui constitue la majorité de la Chambre, en vertu certes du « suffrage universel », mais aussi, tout le monde le sait, d'une loi électorale truquée. Le gouvernement ne tient sa légitimité que du président de la République, et celui-ci, s'il ne recourait au référendum, ne la tiendrait lui-même que d'un scrutin contestable, et vieux de plusieurs années.

La politique référendaire consiste, dans un régime anti-démocratique, à paralyser toute opposition au nom de la démocratie.

68 articles de loi, mais une seule question sans nuances, et deux réponses possibles seulement, « oui » ou « non ». Pas de « oui, mais... » ni de « non, mais... », de « peut-être » ou de « dans la mesure où », seulement « oui » ou « non ». Et la question est d'autant plus truquée que si le pouvoir dit ce que le « oui » signifiera pour l'avenir, il évite bien de donner les mêmes précisions pour le « non », évoquant au contraire à plaisir le spectre de « l'aventure » et de « l'anarchie ».

Sur ce point, il bénéficie de la complicité de « l'opposition » qui appelle à voter non, mais qui se garde bien de dire quelle politique elle mènera si le non l'emporte, en fonction des diverses éventualités possibles.

Si le oui l'emporte, et comment ne l'emporterait-il pas alors que c'est le pouvoir qui décide des circonstances du référendum et de la question, et même si la majorité est faible, elle suffit à conférer au pouvoir une nouvelle légitimité, et à rejeter toute lutte extra-parlementaire contre ce pouvoir au banc de la démocratie.

« Voyez — dirait le gouvernement — ces gens-là ont été battus au suffrage universel, mais ils ne s'inclinent pas devant la volonté du peuple, parce qu'ils ne sont pas démocrates. Ils essaient maintenant de parvenir à leurs fins par le désordre et la pagaille. Mais forts de l'appui que vous nous avez manifesté, nous allons, en votre nom, les mettre au pas. »

Dans cette comédie, le pouvoir n'est pas seul à tenir un rôle. « L'opposition » joue le sien, complémentaire, nous l'avons vu, et elle le joue d'autant plus docilement qu'elle y trouve avantage.

Ce n'est pas seulement, en effet, par électoralisme invétéré que les formations de gauche, et en premier lieu les appareils politiques et syndicaux qui se réclament de la classe ouvrière, acceptent le jeu du référendum. C'est parce qu'ils trouvent là le meilleur alibi à leur refus de toute lutte réelle.

« Voyez — diront les bureaucrates de la C.G.T. ou d'ailleurs — la majorité des Français n'a pas encore compris. Les affreux gauchistes ont rejeté la petite bourgeoisie dans les bras de de Gaulle. Aux prochaines élections il va nous falloir faire un effort supplémentaire, et en attendant intensifier la lutte... contre le gauchisme. Mais vous comprenez bien que tant que le pouvoir gaulliste est en place, il serait aventuriste d'engager des luttes de grande envergure, parce que de toute manière nous n'obtiendrons rien de lui. Ah ! quand Mitterrand sera président de la République... »

Cette complicité des appareils dans le jeu référendaire rend illusoire toute tentative de les « mettre au pied du mur », en appelant à voter non. Ils préconisent eux-mêmes le non, et ce ne sont pas les quelques voix gauchistes supplémentaires qui les contraindront à quoi que ce soit.

Heureusement, la comédie que jouent les hommes politiques de la bourgeoisie (y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière) ne lie qu'eux-mêmes. Après comme avant le référendum, tout dépendra du niveau de conscience, de combattivité et d'organisation de la classe ouvrière.

Et par delà la péripétie du référendum, c'est la construction d'un parti de lutte de classe qui est le problème fondamental de l'heure.

## Vietnam :

# Le secret des négociations ne sauvera pas Thieu

**DECIDEMENT l'impérialisme américain et ses alliés sont très portés vers les négociations secrètes. Il y a 8 jours Nixon affirmait que pour faire avancer les pourparlers de paix avec le Vietnam du Nord et le F.N.L., il jugeait préférable de les mener secrètement, laissant d'ailleurs entendre que des négociations parallèles à celles de Paris, qui piétinent depuis des mois, étaient entamées. Quelques jours plus tard le général Thieu préconisait à son tour une méthode semblable qui permettrait, a-t-il dit, à son gouvernement de prendre langue avec le F.N.L.**

Beaucoup ont feint de voir dans la proposition du président sud-vietnamien un fait politique nouveau susceptible de dégeler la situation diplomatique. Ils le feignent d'ailleurs toujours malgré les nettes réponses du Vietnam du Nord d'une part, du F.N.L. de l'autre, qualifiant de « manœuvre » ou de « mascarades » les avances du gouvernement de Saigon, et rejetant ouvertement ses suggestions.

Le général Thieu fait peut-être preuve de réalisme en reconnaissant de fait sinon de droit l'existence du F.N.L. Mais avoir mis des années à le reconnaître — alors que le F.N.L. a privé son gouvernement de tout pouvoir réel sur l'ensemble du pays, à l'exception de quelques villes, où il ne se maintient que grâce à la présence de plus de 500.000 soldats américains — n'est tout de même pas faire preuve d'un grand mérite.

Quant aux bases essentielles d'une paix possible décrites par Thieu, que pouvaient-elles amener d'autre qu'un haussement d'épaules de ses adversaires ?

Dissolution du F.N.L. qui se convertirait en un nouveau parti politique, maintien de l'interdiction du parti communiste au Sud-Vietnam ? Le F.N.L. lui-même décidera peut-être tout cela un jour, ce n'est sûrement pas Thieu qui pourra l'imposer.

Sur le plan du réalisme donc le chef d'Etat de Saigon a encore bien des progrès à faire. Et on peut douter que, réaliste, il ne le soit jamais assez. Car la seule chose réaliste qu'il peut envisager, le seul geste de sa part qui peut encore avoir un impact sur les événements... ce serait d'abandonner la partie et le pouvoir.

Politiquement le F.N.L. a gagné. Chacun sait que le jour où la paix sera rétablie et les Américains repartis, le pouvoir ce sera lui. En rejetant l'idée de poursuivre indéfiniment une guerre qu'ils ne peuvent gagner, les Américains ont accepté aussi qu'à brève ou longue échéance le pouvoir revienne à ceux qu'ils ont combattus depuis des années.

Aussi n'est-ce pas cela qu'ils peuvent négocier, secrètement ou publiquement, avec le F.N.L. et Hanoi. Non, ce qu'ils cherchent maintenant à obtenir contre le retrait de leurs troupes, ce sont des garanties quant à la future politique étrangère du gouvernement que va prendre en main le F.N.L.

Les U.S.A. veulent éviter que le Sud-Vietnam se range dans l'autre camp, celui de l'U.R.S.S. et de ses alliés. Ils veulent un Sud-Vietnam qui, s'il est politiquement indépendant de l'impérialisme U.S. — ce qu'ils ne peuvent plus empêcher — soit « neutre » et « non-engagé » en politique internationale.

Pour cela les Américains ont une première garantie — la plus importante à longue échéance — c'est la nature même du F.N.L. qui est une organisation nationaliste dont le but est justement la construction d'un Etat indépendant et non pas le communisme ni même la destruction de l'impérialisme.

Ils en ont une seconde aujourd'hui avec le fossé grandissant qui sépare l'U.R.S.S. de la Chine. Cette division dans le camp dit « socialiste » facilite évidemment la neutralité et l'indépendance du Vietnam vis-à-vis de cet autre camp. Déjà le refus du Vietnam du Nord comme du F.N.L. de prendre parti dans la querelle sino-soviétique leur a permis de prendre du champ vis-à-vis des deux grands « alliés ».

Certes, du fait de la position géographique du Vietnam, celui-ci reste sans doute sensible à la pression de la Chine plus encore qu'à celle de l'U.R.S.S., qui d'ailleurs dans le contexte actuel est certainement plus favorable que la première à l'idée de neutralité. Celle-ci serait donc encore mieux garantie si la Chine l'acceptait. Mais une négociation directe entre la Chine et les U.S.A. n'est pas non plus à exclure dans un avenir plus ou moins proche.

La contre-partie de cette neutralité ce sera donc l'indépendance politique de l'Etat sud-vietnamien pour laquelle se bat le F.N.L. Cela implique, au moins, l'élimination des dirigeants qui ont lié complètement leur sort à l'impérialisme U.S. et au maintien de ses troupes dans le pays, c'est-à-dire en premier lieu, à l'élimination des généraux qui sont aujourd'hui à la tête de l'Etat sud-vietnamien.

Thieu et Ky peuvent bien gesticuler, leur sort est scellé, même si le gouvernement Nixon n'a pas encore pu trouver l'occasion de s'en débarrasser pour installer à leur place l'équipe qui pourra effectivement entamer les négociations avec le F.N.L. et négocier avec lui le futur statut de l'Etat sud-vietnamien sur des bases acceptables par les deux parties.

En insistant sur la nécessité de pourparlers secrets, en suggérant qu'ils se mènent peut-être en ce moment, Nixon gagne du temps auprès d'une opinion publique américaine qui attend de lui une solution, elle ne sait sans doute pas trop laquelle, mais il est sûr qu'elle est de plus en plus lasse de cette expédition.

D'une part le bilan de celle-ci est de plus en plus lourd. Le total des morts Américains au Vietnam dépasse maintenant celui de la guerre de Corée et l'offensive du F.N.L. qui se poursuit maintenant depuis cinq semaines ne peut que l'accroître encore dans les semaines qui viennent. D'autre part le fait même que Nixon ait refusé d'envisager une nouvelle escalade militaire pour insister sur la nécessité des négociations, malgré tous les atermoiements, indique clairement que le gouvernement U.S. a choisi la voie du désengagement. Dans ces conditions les retards mis à trouver une solution apparaissent et apparaîtront de plus en plus au peuple américain comme absurdes et les morts comme inutiles.

# Le gouvernement travailliste viendra-t-il à bout des travailleurs anglais ?

**AU moment même où les Communes votaient le Livre Blanc contre les grèves sauvages, 36.000 ouvriers des usines Ford de Grande-Bretagne, en grève totale depuis le 24 février, montraient à leur gouvernement de quelle manière ils entendaient se soumettre à cette nouvelle provocation des travaillistes. Le 20 mars, presque un mois après le déclenchement de la grève, celle-ci se termine par un accord avec la direction, qui a dû céder sur une grande partie des revendications, puisque toutes n'ont pas été satisfaites.**

## Les origines de la grève :

A l'automne dernier, le conflit avait failli éclater à propos de l'augmentation des salaires. Une grève, prévue pour le 18 octobre avait été annulée au dernier moment, car la Direction, paraît-il, avait accepté de « discuter » avec les syndicats. Quant on eut connaissance du contenu des propositions de Ford, le mécontentement reprit de plus belle. En effet, la Direction avait mêlé à ses propositions des clauses restrictives au droit de grève. Les représentants syndicaux furent bien obligés de retourner discuter avec la direction Ford pour avoir quelque chose de mieux à présenter aux travailleurs. Ils revinrent donc avec des propositions plus concrètes : 50 à 70 centimes de l'heure d'augmentation, augmentation de 250 F de la prime de vacances et paiement des 2/3 du salaire pendant les 10 jours suivant un licenciement. Mais la prime de vacances et l'indemnité de licenciement étaient là encore, soumises à restriction pour les ouvriers qui auraient débrayé dans l'année qui précède.

Le 11 février dernier, le comité national de négociations se réunissait précipitamment. Sur les 22 représentants syndicaux du comité, 15 seulement étaient présents. Ils décidèrent alors, sans même consulter leurs adhérents, par 9 voix contre 5 et une abstention, d'accepter les propositions de Ford. Des porte-paroles syndicaux commentaient ce haut fait d'armes en déclarant que pour une fois les syndicats s'étaient montrés constructifs, hardis, etc.

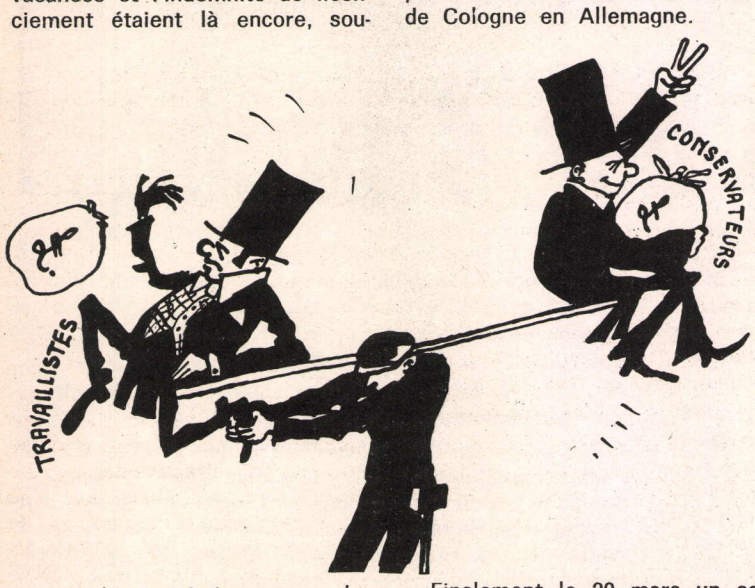
## Les ouvriers désavouent leurs « représentants ».

A l'annonce de cet accord, la réponse des ouvriers ne se fit pas attendre : les shop-stewards (délégués élus par atelier, qui ne sont pas « patronnés » par les syndicats) de toutes les usines Ford se réunissent à Londres pour le 24 février si l'accord n'est pas révisé.

Le 24 arrive, toujours rien à propos de cet accord. La grève commence donc. Le 28 février, toutes les usines Ford sont immobilisées. Certains syndicats, mis devant le fait accompli, ne peuvent tout à fait renier leur base, et se mettent — un peu tard — à dénoncer l'accord qu'ils avaient conclu deux semaines plus tôt, et à soutenir la grève.

Le gouvernement rappelle à l'ordre sans tarder ces serviteurs indisciplinés, et voilà que les syndicats qui venaient de prendre position en faveur de cette grève « sauvage » sont traînés en Justice : ils avaient signé le 11 février un engagement qu'ils n'ont pas tenu. La Justice doit exiger qu'ils respectent leurs engagements ! Mais l'interprétation des textes et des responsabilités des syndicats est contestée de part et d'autre, le Tribunal ne sachant que faire dans cette histoire se donne 10 jours de réflexion supplémentaire.

Pendant ce temps la grève continue ; les ouvriers de l'usine Ford de Belgique sont mis à pied « faute de travail », et la production est réduite à l'usine de Cologne en Allemagne.




Finalement le 20 mars un accord intervient, mettant fin à la grève : toutes les revendications de salaire sont accordées, mais Ford n'a cédé qu'en partie sur les restrictions pour fait de grève. Les ouvriers de chez Ford ont obtenu des augmentations de 7,5 à 10 % au lieu du plafond de 3,5 % prévu par le gouvernement.

## Les leçons du conflit :

La grève des ouvriers de chez Ford a eu d'autant plus de retentissement qu'elle se déroulait au moment même où les lois anti-grève de Barbara Castle étaient votées au Parlement (le 4 mars). Ce conflit fut en quelque sorte un test, du côté du gouvernement comme du côté ouvrier, pour savoir jusqu'où chacun résisterait.

Certes, les ouvriers de chez Ford ont obtenu des augmentations de salaire non négligeables. Mais déjà la Direction a annoncé une majoration du prix de vente de ses voitures de 7 et 10 livres. Pour le gouvernement et pour les patrons, le problème est de savoir comment obtenir la paix sociale. Le blocage des salaires ne peut être effectif que si on a réellement le contrôle des actions revendicatives. Théoriquement c'est le rôle qu'ils voudraient faire jouer aux syndicats (n'oublions pas que le parti travailliste est une création des syndicats britanniques, et qu'il y est toujours intimement lié ; de nombreux députés travaillistes sont issus du mouvement syndical par exemple). Heureusement ces derniers semblent largement dépassés par les événements. En effet, depuis 1964, 95 % des grèves qui ont éclaté en Grande-Bretagne sont cataloguées comme « grèves sauvages », c'est-à-dire qu'elles ont démarré sans l'accord des syndicats, sur simple initiative de la base ou des « shop - stewards » (délégués d'atelier).

On voit dans ces conditions combien les menaces gouvernementales peuvent rester inefficaces. C'est donc pour mettre fin à cette floraison de grèves sauvages que le ministre des Affaires Sociales, Barbara Castle, a proposé l'application du « Livre Blanc ». C'est aussi dans ce contexte que la direction Ford préfère « lâcher » un gros morceau sur les salaires, car elle aura toujours la possibilités de compenser ces augmentations, si elle peut obtenir des garanties sur l'interdiction des grèves sauvages et des mouvements spontanés.

Reste à savoir si les ouvriers accepteront sans réagir ces nouvelles provocations. Cela voudrait dire en effet que 95 % des actions revendicatives seraient annulées du fait du « Livre Blanc ». Il est peu probable que cela se passe aussi facilement.

## Le « Livre Blanc » anti-grève

Devant l'ampleur des grèves « non - officielles » déclenchées ces dernières années dans l'industrie britannique, le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, Mrs Barbara Castle, a proposé dans son **Livre Blanc** (sous-titré : pour mettre fin aux conflits, une politique de relations sociales) une série de mesures visant à interdire les grèves sauvages, et d'une façon générale, à restreindre le droit de grève. Selon ses propres termes, certaines industries seraient au bord de l'anarchie en raison des grèves sauvages !

Ce projet, voté aux Communes le 4 mars, prévoit :

- Un délai de 28 jours « de réflexion » entre l'annonce de la grève et l'arrêt effectif du travail ;
- Recours au vote à bulletin secret pour décider d'une grève ;
- Amendes pour les syndicalistes qui ne se conformeraient pas à ces décisions.

Ce tableau serait incomplet sans la carotte destinée à allécher les syndicats :

- Création d'une « commission pour les relations industrielles » qui aidera les syndicats dans les problèmes employeurs - salariés ; le secrétaire général des syndicats britanniques, George Woodcock en a été nommé président.
- Reconnaissance formelle du droit syndical ; droit des syndicats à l'Information sur la gestion des entreprises — des subventions seront par ailleurs accordées aux syndicats pour se « moderniser ».

Avant même que ce scandaleux Livre Blanc ait été voté, de nombreuses sections locales de syndicats et des branches entières avaient voté contre ce projet. Une journée de grève fut organisée fin février à l'échelle nationale, pour lutter contre la loi anti-grève. Certes, elle est néanmoins passée, mais il faut noter que 55 députés travaillistes ont voté contre, et 40 se sont abstenus ; c'est la première fois qu'une aussi forte fraction des députés travaillistes se trouve en opposition ouverte avec le gouvernement.

Ce Livre Blanc, paraît-il, devrait faciliter la tâche des responsables syndicaux. Uniquement dans la mesure où ils seraient débarrassés des mouvements qui échappent à leur contrôle.

# PARODIE DE JUSTICE A ORAN

**POUR la première fois sous le régime Boumédienne, un procès politique important se déroule en Algérie, à Oran. Depuis lundi dernier, une cinquantaine de prévenus, se réclamant du Mouvement Démocratique du Renouveau Algérien, le M.D.R.A., sont déférés devant une « Cour révolutionnaire », organe d'exception d'ailleurs spécialement créé pour ce procès.**

**Boumedienne (à droite) et Podgorny, le 27 mars à Alger.**
(Photo U.P.I.)

*Jusqu'à présent, le régime dictatorial de Boumedienne avait préféré se débarrasser de ses adversaires avec une plus grande discrétion, en laissant moisir les opposants dans les prisons, ou en les éliminant par des méthodes plus expéditives.*

*Le but du présent procès est de « servir d'exemple », non tant pour les opposants qui existent en Algérie, et qui savent tous que le régime ne manque pas de « fermeté », mais pour tous ceux qui, à l'étranger, mènent des activités contre le colonel d'Alger, comme c'est précisément le cas de Krim Belkacem, leader du M.D.R.A.*

*Ce n'est pas pour autant que les garanties de la défense seront respectées, et que le procès présentera un minimum d'objectivité. La liste des chefs d'accusation est, à elle seule, significative. Y figurent, selon le procédé classique de l'amalgame, la juxtaposition d'accusations de caractère politique (atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat) et d'accusations de droit commun (associations de malfaiteurs, vol et complicité de vol...). Et si les débats sont « publics », la salle du procès semble surtout occupée par des policiers en civil. Les journalistes, les étrangers, les avocats de la Fédération internationale des droits de l'homme ont été écartés des audiences. Simulacre de procès donc, à l'image de la justice qui règne sous le régime du colonel Boumedienne.*

*Le peuple algérien, qui s'est battu sept années contre l'impérialisme français avec l'héroïsme des masses qui n'ont rien à perdre, subit aujourd'hui un régime militaire, à l'image de ce qui se passe dans la grande majorité des pays arriérés.*

*Et ce ne sont pas les accusés qui sont aujourd'hui sur le banc des prévenus qui offriront une solution, une perspective aux masses algériennes. Car la tendance de Krim Belkacem, qui se déclare désireuse de réaliser une « vraie démocratie » en Algérie, est responsable, au même titre que les autres fractions du nationalisme algérien, de la situation actuelle.*

*Car toutes les tendances du nationalisme algérien, sans exception, ont laissé l'armée de métier décider du sort de l'Algérie.*

*Lorsque, au lendemain immédiat de l'indépendance, la lutte s'est déclenchée entre le groupe de Tlemcen (Ben Bella, Ferrat Abbas, Boumedienne) et le G.P.R.A. (Ben Khedda, Boudiaf, Krim Belkacem), les deux camps ont confié leur sort au destin des armes, sans jamais faire appel aux masses algériennes. Et la victoire de l'armée des frontières sur la Willaya 4, tout en donnant le pouvoir à Ben Bella, préparait celui de Boumedienne. En s'appuyant uniquement sur l'armée, en refusant de faire appel aux travailleurs, Ben Bella avait déjà signé son arrêt de mort. Et le coup d'Etat du colonel Boumedienne, en juin 1965, allait s'accomplir dans l'indifférence générale, au grand étonnement de ceux qui s'étaient évertués de croire et de faire croire que le régime de Ben Bella était un régime socialiste.*

*Cette indifférence, cette lassitude extrême, le peuple algérien la ressent aujourd'hui encore. Et les groupes qui font appel à lui ne rencontrent qu'un faible écho. C'est que trop de gens l'ont trompé, l'ont trahi, à commencer par ceux qui se présentaient comme ses plus fidèles défenseurs. En se réclamant du socialisme (mais Boumedienne lui-même ne s'en réclame-t-il pas ?), ils ont tous mené une politique nationaliste bourgeoise qui a mené l'Algérie à l'inévitable dictature militaire.*

*En restant sourds aux appels des uns et des autres, les travailleurs d'Algérie montrent leur grande lassitude. Mais le jour où ils se réveilleront, où ils reprendront le chemin de la lutte, ils tourneront les yeux vers les groupes authentiquement révolutionnaires.*

# PAKISTAN

# LA LOI MARTIALE NE SUPPRIME PAS LA MISÈRE

**DEPUIS une semaine, la loi martiale est proclamée au Pakistan. Le général Yahia Khan, commandant en chef des forces de l'armée de terre a pris le pouvoir, suspendu la constitution, dissout le gouvernement et l'assemblée.**

**L'armée quadrille les villes, arrête les « meneurs » et fait régner l'état d'exception. Les grèves, les réunions publiques, la détention d'armes sont interdites.**

Il est difficile de savoir dans quelle mesure la prise de pouvoir par l'armée a pu contenir la révolte qui déferlait sur le Pakistan, en particulier sur la partie orientale de celui-ci. Dans quelle mesure a-t-elle pu enrayer les émeutes de la faim, la dislocation totale de toute autorité officielle dans certaines régions. D'après la presse, un certain retour à l'ordre, à un ordre sous les bottes des militaires, semblerait s'amorcer, du moins dans les villes. Mais quel crédit accorder à ces informations ?

Il paraît peu vraisemblable que le peuple, acculé à une révolte de désespoir par la misère, puisse se laisser impressionner aussi rapidement par le déploiement des forces militaires, si puissant fût-il. D'autant moins que quel que soit le côté spectaculaire des mesures prises par Yahia Khan, l'armée ne vient pas de prendre le pouvoir, elle était déjà le soutien le plus sûr et aussi le plus actif du feu régime d'Ayoub Khan, arrivé lui-même au pouvoir grâce à un coup d'Etat militaire.

L'aspect psychologique de la loi martiale ne peut avoir qu'une portée limitée contre un peuple en révolte, habitué de surcroît à l'intervention constante de l'armée dans la vie publique. La seule question est de savoir si les classes dirigeantes sont à même de jeter dans la bataille des forces nouvelles et si ces forces sont suffisamment puissantes pour quadriller efficacement un pays de 947.000 kilomètres carrés et de 125 millions d'habitants. Cela n'est pas encore démontré.

Certes, l'armée pakistanaise est une des plus puissantes de l'Asie. Mais dans quelle mesure n'est-elle pas, comme l'ensemble de l'administration, rongée par la corruption, minée par la pourriture interne ? Dans quelle mesure, au lieu de pouvoir rétablir « l'ordre », sera-t-elle elle-même un puissant levain de « désordre » ? La pourriture de l'armée de Chang Kaï-Chek, considérée pourtant à l'époque comme une des plus puissantes de l'Extrême-Orient, n'a pas peu contribué à la victoire des armées paysannes de Mao-Tsé-toung.

Que pourrait une armée corrompue contre des millions de pauvres tenaillés par la faim, le désespoir et qui n'ont vraiment plus rien à perdre ?

En fait, au niveau atteint par les émeutes populaires, ce n'est probablement pas l'armée qui est le plus sûr garant des classes possédantes, mais, comme partout, l'absence d'une direction révolutionnaire. Sans une telle direction, le mouvement est condamné à l'alternative entre la répression militaire sanglante et les jacqueries violentes et sporadiques.

Il serait vain de s'attendre à ce qu'une direction prolétarienne et révolutionnaire, capable d'orienter les luttes actuelles dans une perspective socialiste puisse surgir. En politique pas plus que dans la nature, n'existe la génération spontanée. Et l'absence d'internationale révolutionnaire fait qu'il n'y a pas au Pakistan ne serait-ce que l'embryon d'une telle organisation. L'issue la plus favorable serait, peut-être, qu'au travers des luttes actuelles émerge une direction nationaliste plébéienne, capable, à l'instar de ce que firent à leur époque un Mao ou un Fidel Castro, de se tourner vers les masses populaires paysannes, les armer, matériellement et moralement, et les conduire jusqu'à la destruction du régime corrompu actuel.

C'est le seul type de direction, le passé nous l'a montré, qui puisse surgir spontanément sur la base des forces sociales en lutte.

Mais même cette possibilité, toute limitée qu'elle soit, rien ne prouve cependant qu'elle soit en train de mûrir dans les campagnes en ébullition que l'armée est actuellement dans l'impossibilité de contrôler .

**De la trique et du cirque :**

**Processions religieuses et soldats dans les rues. Deux aspects complémentaires de la loi martiale à Karachi... mais ce n'est pas cela qui règlera les problèmes posés par les paysans.**

(U.P.I.)

# MOYEN-ORIENT

# Le bluff de la conférence des 4 grands !

**IL y a un an, les forces armées israéliennes essuyaient pour la première fois, sinon une défaite, du moins un échec devant les forces militaires arabes. Le commandement militaire israélien avait en effet décidé une opération de représailles contre la petite ville jordanienne de Karamé qui servait de quartier général aux commandos d'El Fath.**

**Malgré les attaques de l'aviation et les blindés israéliens, les Palestiniens se défendirent pied à pied, à l'arme blanche et à la grenade. A la fin de la journée, les troupes israéliennes se retirèrent en emportant leurs morts et leurs blessés qui, dit-on, furent nombreux.**

Et l'exemple de Karamé, dont l'anniversaire vient d'être fêté dans la plupart des pays arabes, est devenu en quelque sorte le symbole de la résistance palestinienne, le symbole de la lutte du peuple arabe de Palestine pour son droit à l'existence nationale et pour sa libération.

Un an après Karamé, les forces militaires d'Israël ne sont toujours pas parvenues à faire plier le genou aux résistants palestiniens, et cela malgré la multiplication des arrestations, des condamnations à de lourdes peines de prison, malgré le dynamitage des maisons civiles ou l'exécution sommaire des prisonniers par la torture.

L'Etat d'Israël n'a pu vaincre, ne pourra pas vaincre, car il s'attaque cette fois, non plus à quelques armées arabes formées de mercenaires, de paysans enrôlés de force ou d'officiers qui n'ont comme uniques soucis que la solde ou le trafic d'influence, mais à un peuple qui, depuis bientôt deux ans, s'est chaque jour mobilisé un peu plus. Et la situation est telle aujourd'hui qu'il ne se passe pratiquement plus un seul jour sans qu'on assiste à une grève de protestation des commerçants ou des instituteurs, à des manifestations de femmes ou de lycéens dans les territoires occupés ou à des attaques de patrouilles israéliennes par les feddayim du Fath ou d'autres organisations nationalistes.

Ce qui était prévisible est en fait arrivé. Loin de résoudre le conflit israélo-arabe, la guerre des Six Jours n'a fait que l'aggraver un peu plus en élargissant le fleuve de sang qui séparait les deux communautés depuis 1947. La recherche de « frontières sûres » par l'Etat sioniste l'a finalement conduit à installer une insécurité permanente au sein de son propre territoire.

Face à cela, le gouvernement français, par la bouche de son ministre des Affaires étrangères, a proposé la tenue d'une conférence des Quatre Grands (U.R.S.S., U.S.A., Angleterre et France) pour sortir le Moyen-Orient de l'impasse. Et une première entrevue préliminaire aura lieu à l'O.N.U. cette semaine. Le raisonnement du gouvernement est simple, voir même enfantin. « Réunissons-nous, propose-t-il, et décidons ensemble d'une solution du conflit. Il suffira ensuite de l'imposer à chacun des participants qui, ne pouvant résister à une coalition des grandes puissances, seront bien obligés de l'accepter. »

En soi, cette réflexion ne manque pas de logique. Le seul défaut de la cuirasse est que ce sont précisément les grandes puissances impérialistes qui ont transformé le Moyen-Orient en poudrière et qu'on ne voit pas pourquoi aujourd'hui elles se fatigueraient à éteindre la mèche.

Le conflit israélo-arabe a été inspiré de toutes pièces par l'Angleterre qui, depuis le début du siècle, ne cessa de jouer une politique de bascule entre d'une part la bourgeoisie juive, appuyée sur les colons, et d'autre part les féodaux et les bourgeoisies arabes.

Les Etats-Unis appuyèrent les sionistes pendant la guerre de 1947-48 en grande partie parce que l'impérialisme anglais avait jeté son dévolu sur les féodaux arabes. La victoire d'Israël permettait du même coup à l'Oncle Sam de prendre pied au Moyen-Orient jusque-là chasse gardée de la perfide Albion.

La France de son côté ne chôma pas. Elle tenta, vainement d'ailleurs, de s'opposer à la main mise anglaise sur « ses » possessions de Syrie et du Liban. Puis, ayant échoué dans cette tâche, elle se réconcilia plus tard avec l'Angleterre pour organiser de concert avec elle et l'Etat d'Israël une guerre éclair contre l'Egypte qui, en 1956, s'était permis de nationaliser le canal. Ainsi, après avoir été le « protecteur traditionnel » des chrétiens arabes du Liban, l'impérialisme français devint pour un temps l'allié d'Israël à qui il livra force « Mirages »... jusqu'au jour où de Gaulle s'aperçut qu'il avait toujours été un partisan des liens séculaires qui liaient la France aux pays arabes. On cessa donc de livrer les « Mirages » aux uns pour mieux vendre les chenillettes aux autres (800 à l'Arabie Séoudite qui, paraît-il, les a prêtées à l'Egypte).

Quant à l'U.R.S.S., dans tout cela, sa sympathie pour les Juifs ou les Arabes varia selon les besoins de sa politique extérieure.

Elle interpréta tout d'abord la création de l'Etat d'Israël comme un affaiblissement de l'impérialisme anglais, ce qui la conduisit non seulement à livrer des armes aux combattants sionistes (via la Tchécoslovaquie), mais aussi à être dans le peloton de tête de ceux qui reconnurent officiellement le nouvel Etat juif.

Puis, s'étant aperçu que Tel Aviv, sans aucune reconnaissance, s'inféodait de plus en plus aux U.S.A., elle devint la partisane acharnée des pays arabes.

Voilà donc les Quatre Grands qui auraient la « force morale » suffisante pour régler le conflit israélo-arabe. L'énumération de leurs hauts faits d'armes dans cette région du monde suffit à montrer qu'attendre un règlement quelconque du conflit de la part de ces puissances est du domaine de la galéjade.

Les impérialistes seront bien incapables de régler quoi que ce soit. Au Moyen-Orient, l'impérialisme américain a fait jouer à Israël le rôle de flic de la région et il n'a aucune raison de modifier son attitude.

Tout au plus les Etats-Unis pourront-ils empêcher le gouvernement israélien d'aller trop loin dans sa politique annexioniste de peur de déclencher un conflit généralisé au Moyen-Orient, conflit que Washington ne souhaite peut-être pas. Tout au plus pourront-ils imposer à l'Etat sioniste (et cela n'est nullement certain) de ne pas annexer « de jure » les territoires occupés tout en les conservant de fait. Mais toutes ces mesures ne règleront aucun problème.

Car le vrai problème, celui de la coexistence des Juifs et des Arabes en Palestine passe par la désionisation de l'Etat d'Israël, c'est-à-dire par la destruction de son caractère nationaliste, raciste et religieux et par le retour des Palestiniens arabes dans leur patrie.

Mais si cette solution s'impose un jour, ce sera d'abord grâce à la lutte des Palestiniens eux-mêmes et aussi, il faut l'espérer, à la prise de conscience par les travailleurs juifs d'Israël de l'impasse sanglante où les conduisent leurs dirigeants.

## Après les incidents de Censier

# Quel ordre règnera dans les facultés ?

L'ANNONCE de la « visite », au centre universitaire Censier, d'anciens de la 2e D.B. bien qu'elle ait été, par la suite, décommandée, a provoqué une mobilisation importante d'étudiants d'extrême-gauche.

Avant les anciens de la 2e D.B., l'U.N.I., mouvement réactionnaire dont le but est de s'opposer « à ceux qui veulent couper notre société de ses racines et qui se réclament du drapeau rouge et du drapeau noir », avait invité ses sympathisants à venir visiter la « porcherie révolutionnaire de Censier ».

Il est vrai que pour les individus de ce bord, tout prétexte est bon pour tenter de discréditer le mouvement étudiant révolutionnaire. Mais il n'y a pas de risque de voir les anciens de la 2e D.B. organiser des « visites » dans les usines pour montrer de quelle façon honteuse les prolétaires sont exploités, ou dans les casernes pour montrer quel gâchis on fait de l'argent du contribuable. Toujours est-il, qu'en attirant l'attention de l'opinion publique sur ce qui se passe dans certaines facultés, les réactionnaires de tout poil, trouveront peut-être un écho.

Car dans la population et surtout dans la classe ouvrière, les dépradations de locaux et de matériel ne peuvent pas être comprises ni admises par ceux qui supportent tout le poids de la production des richesses. C'est justement le gâchis de travail humain qui est le principal facteur de la révolte de la classe ouvrière. Et ce gâchis, qu'il provienne de la gestion bourgeoise de la société, ou qu'il ait un caractère défensif quand il est le fait d'étudiants, ou même d'agriculteurs qui n'arrivent pas à écouler leurs produits à des prix leur permettant de survivre par exemple, ce gâchis n'est jamais admis.

Cela, si certains étudiants, ou mieux la masse des étudiants, ne le ressentent pas, ceux qui, en leur sein, se réclament des idées révolutionnaires socialistes et cherchent une liaison avec la classe ouvrière pour arriver à une transformation de toute la société, ne devraient pas l'ignorer.

Ne pas l'ignorer, pour les organisations révolutionnaires en milieu étudiant, ça signifie aussi prendre ses responsabilités et organiser l'ordre dans le cadre de la lutte des étudiants pour leurs justes aspirations. Il s'agit par exemple d'empêcher que l'on brise ou dégrade le matériel et les locaux nécessaires pour l'organisation des études, ou même que par une attitude hostile, on porte préjudice au personnel attaché au fonctionnement de l'université, en cherchant au travers de tels actes à conquérir l'auréole « révolutionnaire ». Et les organisations révolutionnaires étudiantes doivent servir aussi à cela si elles sont vraiment dignes d'être à la tête du mouvement étudiant. N'oublions pas que la première bataille que menèrent les Bolcheviks dans la Révolution Russe, fut d'empêcher que l'alcool ou le pillage ne triomphent de l'insurrection ouvrière.

Etre responsable, c'est cela, et le pouvoir que l'on revendique il faut se montrer digne et capable de l'exercer. Et si dans les jours à venir les révolutionnaires étudiants ne prennent pas des mesures dans ce sens, d'autres les prendront avec l'approbation de l'opinion publique et d'une bonne partie des étudiants sans doute. Si ce sont les staliniens cela coûtera cher à tout le mouvement étudiant qui retombera sous la coupe de ces pâles réformistes aux méthodes dictatoriales. Mais si c'est l'extrême droite et ce qu'il y a de plus réactionnaire dans ce pays, ce sera bien pire. Alors il est grand temps de choisir.


*Adresser toute correspondance à*

**Michel RODINSON**

**INITIATIVE SOCIALISTE**

**54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e**

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement


**ATTENTION !**

**TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :**

**Michel RODINSON**

C.C.P. Paris 6851-10

## A l'École Normale de Bourges

# Les élèves ont fait l'expérience du Syndicat

**LE lundi 17 mars, des élèves de l'E.N. de Melun viennent nous contacter pour nous demander de suivre le mouvement de grève entamé par 16 E.N. La majorité des élèves se réunissent en assemblée générale afin de décider s'ils doivent suivre le mouvement. Les élèves de Melun nous exposent leurs revendications :**

- **Maintien des classes de préparation au bac ;**
- **Formation professionnelle digne de ce nom ;**
- **Possibilité d'études supérieures.**

Le directeur, « démocrate avancé », nous invite à continuer de suivre les cours au nom de la conscience professionnelle et afin de mieux préparer notre métier. Il semblait oublier que nous réclamions aussi une formation professionnelle plus approfondie. Le délégué du S.N.I. renie notre mouvement, sous prétexte qu'il ne faut pas gêner l'action syndicale. Quand nous lui avons demandé où en était cette action, il a répondu qu'il y avait un espoir de discussion, et une probabilité d'accord. Les élèves insensibles au sentimentalisme de l'administration et mécontents de la passivité du syndicat votent la grève et élisent un comité de grève qui se réunit pour établir le programme du lendemain. Le soir même, notre démocrate avancé, réunit les classes une à une sachant très bien qu'il ne pouvait affronter les élèves en bloc (diviser pour mieux régner) pour menacer les grévistes de renvoi chez leur famille, et pour dénigrer les meneurs : « Certains adeptes de la révolution permanente qui s'entraînent sur vous à manœuvrer les masses et veulent vous servir de guide, mais guide se dit « duce » en italien et« führer » en allemand » (sic).

Le lendemain à 8 h, nouvelle A.G. où il est décidé de contacter les syndicats ouvriers (C.F.D.T. et C.G.T.), de remettre sur pied le comité d'information et de tirer un tract. La journée se déroule suivant les directives de l'A.G. du matin et dans l'après-midi deux délégués sont envoyés au comité central des E.N. en grève à Auteuil.

Le soir, à 20 h 15, nouvelle A.G. des grévistes, où le directeur toujours aussi démocrate et avancé annonce que la commission permanente réunit dans la journée a décidé le renvoi dans leur foyer des élèves qui continueraient la grève. Le S.N.I. ne veut pas accepter que « nous coulions une organisation qui défend nos intérêts (sic) ». A cela les élèves répondent qu'ils ne veulent plus accepter des négociations qui traînent en longueur et n'aboutissent à rien. L'A.G. se termine par un mot du S.N.I. : « il faut savoir arrêter une grève » (formule tristement célèbre). Devant la menace d'exclusion, une grande partie des élèves, fils d'ouvriers et dont les parents ne peuvent rembourser les études, décide de reprendre les cours. Le lendemain à 20 h, une assemblée des élèves a lieu avec l'accord de l'administration. Les délégués revenus d'Auteuil nous rapportent les actions du comité central : délégations au ministère et conférence de presse. Le S.N.I., stimulé par la peur d'une grève propose cette fois une motion recoupant en grande partie nos revendications et la formation d'un pseudo CAL qui ne serait en fait qu'un comité de défense des E.N. chargé d'appuyer les motions du S.N.I. Les élèves non habitués à ce tripatouillage syndical votèrent la motion qui fut portée à l'inspecteur d'académie (inutile de préciser la triste fin de cette motion, elle ira rejoindre ses sœurs dans le panier à papiers).

L'assemblée se termina dans l'euphorie de la réconciliation, le « Démocrate » était rayonnant et pour le S.N.I. une seule ombre au tableau, aucune carte du syndicat ne fut placée.

## A LYON

# Un professeur indésirable

**DU jeudi 20 mars au lundi 24, les élèves de second cycle du Lycée Jean-Moulin à Lyon ont fait une grève massive et couronnée de succès.**

**En effet, un professeur d'italien à la faculté des Lettres, célèbre dans les milieux étudiants et enseignants pour ses idées fascistes, venait d'être imposé par le recteur à ce lycée. Il devait désormais y faire ses cours aux étudiants de la section d'italien.**

**Non pas à cause d'une crise des locaux universitaires.**

**Les élections de délégués en italien à la Faculté des Lettres avaient été mouvementées le 27 février. Dès le matin, le professeur en question et ses « fidèles », avec matraques, arrachent les affiches près du bureau de vote. En représailles, les étudiants les prennent en chasse et ils s'enferment dans le bureau du professeur.**

**Prétexte pour essayer de faire pénétrer la police à l'intérieur de la Faculté. Mais les étudiants et des professeurs rispostent et l'indésirable est chassé de la Faculté sous les huées et obligé d'aller chercher asile ailleurs.**

**Après de vaines recherches et des refus dans diverses écoles, il échoue donc au lycée Jean-Moulin, sans l'avis d'ailleurs du conseil d'administration de ce lycée. Cela provoque une vive émotion parmi les lycéens et les malheurs du professeur continuent. D'abord, les étudiants d'italien ne veulent pas le suivre là-bas, mise à part une minorité d'inconditionnels et d'étudiants du genre studieux.**

**Ensuite, ce sont les lycéens qui ne veulent pas le supporter.**

**Grève du second cycle et occupation du ciné-club ; des élèves entreprennent d'enlever les meubles de sa salle de cours ; 150 d'entre eux s'installent, assis, devant sa salle pour protester. Diverses péripéties marquent le passage de ce professeur mal-aimé à Jean-Moulin, passage qui voit un afflux extraordinaire de la gente policière aux abords du lycée.**

**C'est finalement le quatrième jour de la grève des lycéens que le recteur demande au professeur, fauteur de troubles, d'arrêter ses cours fictifs dans le lycée. Pour l'instant, on en est là, mais on peut se demander si l'expérience sera tentée de nouveau dans un autre lycée... vu que, dans beaucoup d'entre eux, les lycéens l'attendent de pied ferme, au grand dam des enseignants conservateurs indignés qu'un tel traitement puisse être infligé à un éminent universitaire !**

## à Villeneuve-le-Roi :

# Agression de Nervis

**DIMANCHE 23 mars, des jeunes vendeurs de notre journal étaient agressés par un commando du P.C.F. alors qu'ils se rendaient, ainsi qu'ils le faisaient depuis un mois et demi, à la cité Paul-Bert à Villeneuve-le-Roi pour proposer la** Lutte Ouvrière. **Déjà les semaines précédentes des incidents avaient eu lieu.**

**Au début, il n'y eut guère que des accrochages verbaux, quelques coups furent échangés néanmoins. Mais l'accueil étant favorable à la** Lutte Ouvrière, **les membres du P.C.F. vont s'efforcer d'accélérer les choses : des pressions sont faites auprès des acheteurs pour qu'ils ne reprennent pas le journal ; d'autre part, ils tentent d'interdire l'accès des escaliers à certains vendeurs. Néanmoins les autres peuvent continuer, mais cela provoque des attroupements qui ne passent pas inaperçus des habitants de la cité et qui semblent gêner d'ailleurs les staliniens.**

**Mais ceci n'était pas suffisant et le dimanche 23 mars, alors que nos vendeurs s'engageaient dans une petite rue déserte avant de pénétrer dans la cité, deux voitures venant d'en face arrivent à toute allure et stoppent. En descendent une douzaine de cogneurs qui barrent la route. Nos camarades voulant avancer sont bousculés, frappés ; une jeune camarade est jetée à terre et rouée de coups ; et à coups de pieds et de poings, les staliniens les forcent à reculer jusqu'à la gare.**

**Le P.C.F. considère Villeneuve comme une chasse gardée ; il y a quelque temps, il avait déjà empêché la tenue d'une réunion publique du P.S.U., il poursuit aujourd'hui sa besogne en tentant d'interdire la diffusion d'un journal révolutionnaire. Mais les efforts de ces staliniens attardés ne pourront pas empêcher les idées « gauchistes » de faire leur chemin...**

## L'assassinat de Marc Lanvin :

# Les coupables n'étaient pas tous au banc des accusés

**LES assises de Saint-Omer viennent de rendre leur jugement dans l'assassinat du jeune militant communiste Marc Lanvin.**

*Le 29 juin 1968, alors qu'il menait campagne pour le candidat F.G.D.S. dans la circonscription d'Arras, Marc Lanvin était tué d'une balle de revolver, tirée à bout portant d'une estafette louée par le C.D.R. gaulliste de la région.*

*Jean-Claude Vallain, l'assassin a été condamné à huit ans de réclusion criminelle, et André Verlay (ancien légionnaire) qui avait tiré à la carabine sans atteindre personne, à quatre ans de prison avec sursis.*

*Trois autres comparses qui étaient dans la voiture avaient fait l'objet d'un non-lieu.*

*Ce jugement est à rapprocher de celui rendu en décembre 1968, par la Cour de Sûreté de l'Etat contre des ouvriers et des étudiants de Bordeaux.*

*Sur neuf accusés, trois ont été condamnés à quatre, trois et deux ans de prison ferme pour... des dégâts matériels, commis à la Faculté de Droit et sur des commissariats de Bordeaux. Dégâts pour lesquels l'accusation (le ministère de l'Intérieur) réclamait 130 F de dommages et intérêts.*

*Mais il est vrai que ces jeunes gens n'étaient pas, eux, membres de l'U.D.R.*

*Des responsabilités de l'U.D.R., il n'en a d'ailleurs pas été question au procès de Saint-Omer. Le secrétaire de la permanence U.D.R. d'Arras n'est-il pas venu déclarer à la barre :*

*« Une campagne électorale, c'est une façon de se défouler pour les jeunes gens, ils jouent aux gangsters sans avoir l'intention de faire du mal. »*

*Un jeu, l'estafette du commando U.D.R. d'Arras ? Elle contenait tout de même deux matraques, un revolver, une carabine, et elle a tué.*

*Et les coups de feu tirés contre des cheminots en gare de Clichy-Levallois par un C.D.R., et contre les habitants d'un H.L.M. à La Rochelle, lors de la même campagne électorale, faisaient sans doute partie de ce « défoulement » ?*

*Mais l'avocat général a refusé de considérer le meurtre de Marc Lanvin comme une affaire politique. En préambule à son réquisitoire, il a déclaré qu'il s'agissait d'un crime de « droit commun ».*

*Si l'on avait osé en faire un procès politique, ce n'est pas seulement Vallain et Varley qui auraient été dans le box des accusés. Car enfin, qui permettait, en juin 1968, aux C.D.R. et aux groupes d'action civique d'être armés, alors même qu'on interdisait les organisations révolutionnaires ?*

*Le 30 mai 1968, dans un discours, le général de Gaulle déclarait :*

*« En tout cas, partout, tout de suite, il faut que s'organise l'Action civique. »*

*Le général avait été entendu.*

# Les solutions illusoires et néfastes de la participation

**MALGRE l'ordonnance du 17 août 1967 instituant l'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion, malgré le beau discours du général de Gaulle, en pleine grève au mois de juin, promettant un référendum sur la participation, idée d'ailleurs abandonnée pour un autre référendum sur la régionalisation, l'idée de la participation ne séduit personne. La presse et la radio ont beau essayer de grossir les quelques exemples de participation, les faits sont peu probants.**

Plusieurs accords ont été communiqués au Service de la participation des Affaires Sociales. Qu'on en juge !

La Compagnie Bancaire de Paris, 3.500 salariés - Société Facom, 950 salariés - Cointreau à Angers, 236 salariés - Cugny (Haut-Rhin), 248 salariés - Usines chimiques de Pierrelatte, 248 salariés - Froid Satam-Neve, La Courneuve, 550 salariés - Société de Gestion Shell, 1.384 salariés - Société Lipha à Lyon, 246 salariés - Société Bourbonnaise des Viandes à Vichy, 141 salariés.

Voilà un bilan un peu maigre, surtout si l'on sait que la « participation » est obligatoire depuis le 1er janvier et que les accords devront être obligatoirement réalisés avant le 31 décembre de cette année.

Devant cet échec, le gouvernement tente de relancer l'affaire en jouant de ses entreprises nationales. Un tiers du personnel des entreprises nationalisées pourra participer aux bénéfices des entreprises. Le décret du 21 mars est très limitatif et seulement 350.000 salariés du secteur nationalisé en seront bénéficiaires, soit une trentaine d'entreprises.

Mais même dans les entreprises désignées pour « bénéficier » de la participation, les modalités pratiques n'ont pas été communiquées, et là comme ailleurs, on peut être sûr que la montagne va accoucher d'une souris.

Pourtant, le général de Gaulle, qui poursuit son vieux rêve d'association capital-travail, pour supprimer la lutte des classes a mis au travail tous les juristes et tous les spécialistes possibles, y compris les Bloch-Lainé, les Capitant et autres Vallon. Alors les promoteurs essaient de se raccrocher aux exemples américains, qui ne sont guère plus édifiants : un quart des entreprises de plus de 50 salariés pratiquent le partage des bénéfices qui, dans la plupart des cas, sont versés sous forme d'actions négociables à long terme. Au pays de la « libre entreprise », les contrats d'intéressement consistent, dans la plupart des cas, à faire faire des économies forcées aux travailleurs pour les périodes de maladie, et même de retraite.

De plus, il faut remarquer que 68 % d'entreprises pratiquant la participation n'emploient pas de syndiqués, 22 % en emploient mais les excluent du partage des bénéfices.

Voilà donc le beau système qu'on voudrait nous imposer.

On voit que ce système, quoiqu'on en dise, est assez peu répandu aux U.S.A., et quand il existe, il est négatif pour les travailleurs.

L'intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion est une mystification, et chaque travailleur se rend bien compte qu'il n'a rien à en attendre de positif.

Mais, c'est aussi une tentative de détourner un certain nombre de travailleurs de leur lutte.

Les travailleurs ne doivent en aucun cas réclamer le partage des bénéfices, car les bénéfices sont le fruit de l'exploitation. Si certains recueillent des profits, c'est au détriment d'autres qui sont exploités.

Les capitalistes, dans certains cas, abandonneraient volontiers une petite partie de leurs profits, pour corrompre une fraction de la classe ouvrière, en en faisant des mini-capitalistes peu scrupuleux.

Mais le drame pour eux, c'est qu'ils sont incapables de payer assez cher cette corruption. Ce n'est pas en donnant une illusion fictive à quelques-uns, qu'ils pourront contraindre la grande masse de ceux qui produisent les richesses à renoncer à la lutte des classes.

Et c'est de cette lutte de classes que sortira, non une participation à l'exploitation, mais la suppression de cette exploitation. Ce que nous voulons, ce n'est pas une petite part de leur brigandage, qui nous rendrait complices, c'est une meilleure rémunération de notre travail, pour une durée et une intensité plus faible. Parce que cela nous est dû.

**Le Central « Archives »**

# Les conditions de travail dans les centres téléphoniques

A l'inter-archives, rue des Archives à Paris, central téléphonique le plus important de France pour ses lignes internationales, 300 standardistes travaillent pour la plupart en brigades, ce qui les laissent libre un jour, l'après-midi, le lendemain, le matin. Les horaires sont, en effet, de 36 heures par semaine. Mais s'ils sont réduits par rapport à d'autres branches, ce n'est pas un cadeau : le travail y est particulièrement pénible pour le système nerveux. Le mauvais état, l'insuffisance des installations ne le facilitent du reste pas. Les heures creuses se font de plus en plus rares : le standard « flambe » continuellement. Très peu d'appels peuvent être écoulés, il faut les recommencer plusieurs fois, souvent sans plus de résultats. De nombreuses crises nerveuses ou dépressions déciment le personnel. Nombreuses sont celles d'entre nous qui crient ou parlent en dormant, sans parler des souvenirs des petites lampes rouges (qui s'allument pour annoncer les appels téléphoniques) qui illuminent notre sommeil.

Il est vrai qu'en matière d'organisation, lorsqu'il s'agit de nous faire travailler, l'administration s'y entend, faisant régner une discipline digne de la caserne. A la sonnerie les standardistes doivent aller s'installer à leur poste. Chaque surveillante passe aussitôt en revue ses 20 employées : deux minutes de retard entraînent des réprimandes, un quart d'heure, une demi-heure de travail supplémentaire en rappel un autre jour, si cela s'élève à une heure, c'est alors deux heures de rappel. Puis commencent les « rondes », la surveillante surgissant pour nous rappeler à l'ordre, nous montrer les appels dès que nous nous arrêtons quelques secondes. Certaines sont du reste particulièrement zélées ; choisies parmi les anciennes, par concours, elles ne tiennent pas à redevenir standardistes, cela se comprend.

A chaque minute est vérifié, enregistré, le rendement de chaque opératrice ; des compteurs relevés toutes les demi-heures totalisent les communications prises par chacune. Gare à celle qui en aurait pris un nombre inférieur à celui de ses collègues !

Des écoutes silencieuses ou « contrôles » détectent « les conversations suivies » entre collègues ; grave faute sanctionnée d'un P.V. pour « propos hors service ».

Tous les 6 mois est établie la cote d'amour : à son gré, la surveillante qualifie « le personnel de choix » de la note 4, celui de « demi-choix » (expression administrative) de la note 3, ce qui entraîne un retard de carrière ou ralentit considérablement l'évolution du salaire. Cette appréciation est même « la seule garantie » pour les auxiliaires, elle ajoute ou retire des points au concours de titulaires.

Les lignes passant de plus en plus à l'automatique, seules les « heureuses élues » pourront continuer à se faire exploiter par les P.T.T. Si bien que certaines, heureusement peu nombreuses, traquées par les surveillantes obsédées par les écoutes silencieuses cèdent sous les multiples pressions et font régner une véritable atmosphère de compétition, se jetant sur les appels, sonnant les collègues qui auraient le malheur d'arriver après elles.

Ainsi l'administration essaie de briser, d'empêcher, par ses méthodes de surveillance, de pression sur le rendement, tout lien, tout contact humain, toute solidarité entre collègues, nous réduisant à de simples machines déplacées comme des pions selon « les besoins du service ».

# A propos de la manifestation du 11 mars

**Nous pensons que cet échange de lettres entre l'Union syndicale C.G.T. de la région parisienne et l'Union régionale de la C.F.D.T. se passe de tout commentaire.**

Union syndicale C.G.T.
de la région parisienne
Paris-3e

PARIS, le 14 mars 1969.

au Camarade DUVIVIER,
secrétaire général
de l'U.R.P. - C.F.D.T.

*Camarade,*

*A l'issue de la journée du 11 mars, qui fut une ample riposte des salariés à l'attitude intransigeante du patronat et du gouvernement aux discussions de Tilsitt, nous tenons à vous livrer nos réflexions sur cette journée, et particulièrement sur le déroulement de la manifestation que nous avions organisée en commun avec les sections parisiennes de la F.E.N. et qui, de la République à la Bastille, a rassemblé plus de 200.000 participants.*

*Dans le communiqué commun que nous publiions à la veille de cette manifestation, en précisant les objectifs et les mots d'ordre de la journée, nous déclarions :*

*« Les organisations syndicales de la région parisienne, informées du désir d'autres organisations de se joindre à la manifestation, souhaitent et recommandent vivement à ces dernières qu'elles s'abstiennent de tout mot d'ordre, emblême, sigle qui puissent dénaturer le caractère syndical et les objectifs de la manifestation. Le bon déroulement de cette manifestation commune dépend du respect, par chaque organisation, des engagements pris ensemble et pour les organisations s'y ralliant, du caractère et des objectifs fixés par les syndicats organisateurs de la manifestation. »*

*Nous considérons que le comportement de certains responsables de votre organisation a mis en cause les engagements que vous aviez souscrits.*

*Dès le début de la manifestation, des groupes provocateurs ont tenté de prendre la tête de la manifestation. Ces groupes arboraient des drapeaux noirs, des portraits étrangers au contenu de la journée, et scandaient des slogans et mots d'ordre insultant les organisations syndicales, tels que « Tilsitt : Trahison ! ».*

*Afin de préserver le caractère de la manifestation et son bon déroulement, notre service d'ordre a dû refouler et maintenir les provocateurs sur le trottoir, afin de leur enlever toutes prétentions de prendre la tête du défilé ou de s'y intégrer.*

*Dans cette action, les militants de la C.G.T., membres du service d'ordre, ont rencontré l'opposition du service d'ordre de la C.F.D.T. qui était partisan de les tolérer dans la manifestation.*

*C'était un premier manquement aux engagements pris en commun. Il y en eut d'autres qui confèrent à ce premier incident un caractère de gravité.*

*Quelques instants plus tard, un groupe de militants de la C.F.D.T. de différentes corporations : Bâtiment de la région parisienne, Commerce, P.T.T. et Cheminots, ont invité les trublions à s'intégrer dans leurs rangs et, les encadrant, ont défilé avec eux jusqu'à la place de la Bastille.*

*Cette collusion entre les militants de la C.F.D.T. et les groupes provocateurs gauchistes, maoïstes, trotskistes ou autres, n'est pas sans susciter de sérieuses réflexions.*

*En effet, lorqu'on sait que, lors de la dislocation, ces énergumènes ont tenté de s'y opposer, d'entraîner la manifestation au-delà de la place de la Bastille, on comprend l'objectif poursuivi par eux, et la provocation qu'ils fomentaient, aidant en cela le pouvoir gaulliste qui sait savamment utiliser contre la juste lutte des salariés, tous désordres et toutes dépradations. La presse n'a d'ailleurs pas manqué d'insister et de mettre en évidence leur comportement provocateur.*

*Mais ce qui est étrange, c'est que l'objectif poursuivi par ces individus dangereux coïncide avec les déclarations et intentions des responsables C.F.D.T. du Bâtiment de la région parisienne qui, lors de la signature d'un appel commun avec leurs collègues C.G.T., proposaient d'appeler seulement au rassemblement de 15 h à la République, en précisant que la manifestation ne s'arrêterait pas à la Bastille.*

*Tous ces comportements de certains de vos responsables constituent autant de positions contraires aux engagements pris d'un commun accord.*

*D'autre part, au cours du défilé, dans de nombreux départements, nous avons pu constater que les mots d'ordre, slogans, tels que « Pouvoir ouvrier » ou « Le pouvoir est dans la rue », s'identifiaient à ceux clamés par les provocateurs gauchistes, quand ils ne s'accompagnaient pas d'injures à l'égard de la C.G.T. qu'un de vos responsables dans le département des Hauts-de-Seine a qualifié de « syndicat policier ».*

*Ces agissements inacceptables ne sont pas de nature à renforcer le front syndical commun indispensable à la lutte contre le patronat et le gouvernement. Ils concourent ou contraire à aggraver la division ouvrière sur laquelle spéculent le pouvoir et le patronat pour refuser les légitimes revendications des salariés et perpétuer leur domination.*

*Il reste que le succès de la manifestation du 11 mars, qui s'est déroulée dans l'ensemble, dans l'ordre et la discipline, est pour l'essentiel à mettre à l'actif des militants et travailleurs qui, nombreux, avaient répondu à l'appel de la C.G.T. et qui ont fait preuve de sang-froid et d'esprit de responsabilité, évitant ainsi de graves incidents. Mais il faut bien remarquer que certains militants et organisations de la C.F.D.T. n'ont pas contribué à ce succès.*

*Pour des responsables syndicaux, soucieux comme vous l'avez déclaré, du développement de la lutte, nous croyons qu'il convient de réfléchir à l'attitude de certains de vos militants qui, s'ils avaient été suivis, contribuaient à placer le mouvement devant de sérieuses difficultés.*

*Dans ces conditions, nous vous rappelons que c'est l'engagement formel de faire respecter les décisions prises qui conditionne l'organisation d'initiatives communes du genre de celles du 11 mars.*

*Le respect des accords communs étant une règle pour une collaboration loyale entre nos organisations, vous comprendrez qu'en raison de leur violation et de la gravité des faits, nous attirions votre attention et celle des travailleurs sur ces événements.*

*Acceptez, Camarade, nos salutations syndicalistes.*

Pour l'U.S.R.P.,
DREAN Jean.

*P.S.* — Nous adressons copie de cette lettre aux organisations parisiennes de la F.E.N. co-organisatrices de cette manifestation.

U.R.P. - C.F.D.T.
26, rue Montholon
PARIS-9e

PARIS. le 20 mars 1969.

au Camarade DREAN,
et aux Responsables
de l'Union syndicale C.G.T.
de la région parisienne
85, rue Charlot, PARIS-3e

*Camarades,*

*C'est avec étonnement que nous avons pris connaissance de votre lettre du 14 mars concernant la manifestation du 11, car nous ne partageons pas votre point de vue sur l'appréciation de son déroulement.*

*La dramatisation à laquelle vous vous livrez, en partant de faits qui sont restés limités par rapport à l'ampleur qu'a eue cette manifestation, nous paraît exagérée.*

*D'autre part, nous considérons que, compte tenu du contexte parisien et des désaccords exprimés par de nombreux travailleurs à l'égard des attitudes de la C.G.T. dans la conduite de l'action syndicale, cette manifestation du 11 mars s'est déroulé dans d'assez bonnes conditions. Le défilé de la République à la Bastille n'était pas, après tout, une procession de fidèles, mais une manifestation de protestation, et les causes du mécontentement populaire sont si profondes actuellement qu'il est compréhensible que des manifestations ne se soient pas contentés des mots d'ordre de la C.G.T. sur l'échelle mobile des salaires, mais aient cherché à exprimer par des slogans conformes aux objectifs de cette journée, leur volonté de transformation de la société capitaliste dont les travailleurs subissent les méfaits.*

*Quant à l'attitude que les responsables du service d'ordre de la C.F.D.T. ont adoptée, nous affirmons qu'elle a été en tous points conforme, d'une part à ce qui avait été convenu entre nous avant la manifestation, et d'autre part à ce que doit être le comportement de militants dans un service d'ordre d'une manifestation de caractère syndical. Grâce à l'esprit d'initiative dont ils ont fait preuve, à leur habitude des responsabilités et à leur sens tactique, des affrontements entre manifestants ont pu être évités.*

*En effet, les procédés utilisés par certains éléments du service d'ordre de la C.G.T. ont été jugés sévèrement par de nombreux travailleurs. S'il s'était agi de s'opposer à de contre-manifestants, on aurait pu, à la rigueur, comprendre cette attitude, mais ce n'était pas le cas. Il s'agissait, pour la plupart, de manifestants que nous nous refusons, pour notre part, à assimiler en bloc, comme vous le faites, à « des provocateurs », à « des énergumènes » ou à « des individus dangereux ». Nous nous félicitons donc du comportement de nos camarades qui ont su agir avec discernement.*

*Nous pouvons aussi apporter d'autres précisions :*

*— PLACE DES ETUDIANTS ET LYCEENS DANS LE CORTEGE :*

*Lors des réunion préparatoires, vous aviez admis, sur notre insistance, la participation de l'U.N.E.F. et des C.A.L. à la manifestation. Il avait été convenu de leur réserver une place dans le défilé entre les départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.*

*Mais, contrairement à ce que nous souhaitions, ainsi que plusieurs représentants de la F.E.N., c'est-à-dire que tous les étudiants et lycéens soient à cet endroit du défilé, vous avez réclamé, pour les « tendances » de ces organisations, c'est-à-dire « l'U.N.E.F. Renouveau » et « l'U.N.C.A.L. », la possibilité de se mettre à un autre endroit du défilé, en déclarant que c'était une affaire qui regardait les étudiants eux-mêmes.*

*Vous vous êtes opposés à ce qu'on fasse savoir aux responsables des étudiants que les organisations responsables de la manifestation, C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N., souhaitaient qu'ils se regroupent à l'endroit indiqué.*

*Nous vous demandons donc de ne pas rejeter sur d'autres la responsabilité d'une situation que vous avez vous-mêmes favorisée, en encourageant le groupe « U.N.E.F. Renouveau » et « U.N.C.A.L. » à se distinguer des autres étudiants.*

*— MOTS D'ORDRE ET SLOGANS :*

*Conformément à notre accord, les responsables de la C.F.D.T. se sont tenus, d'une manière générale, aux mots d'ordre qui étaient en rapport avec le but de la manifestation.*

*Mais ce que vous ne dites pas dans votre lettre, c'est qu'à aucun moment, vous ne nous aviez indiqué votre intention d'imposer par haut-parleur, tout au long du parcours, les slogans traditionnels chers à la C.G.T. du style : « Echelle mobile », « Augmentez nos salaires de misère », « Des sous, Charlot », « Unité syndicale », « Vive la C.G.T. »...*

*De tels procédés devaient inévitablement provoquer une réaction des adhérents de la C.F.D.T. et d'un grand nombre de travailleurs, et en scandant : « Pouvoir syndical », « Nos 40 heures », « Retraite à 60 ans », « Sécurité sociale aux travailleurs », « Libertés syndicales », « Priorité aux bas salaires », « Continuons le combat »..., ils ne dénaturaient pas les objectifs de la manifestation, mais au contraire, lui donnaient sa véritable portée.*

*— PROLONGEMENTS DE LA MANIFESTATION :*

*Nous avons toujours déclaré que cette manifestation ne pouvait être une fin en soi. Aussi nous nous sommes félicités de toutes les initiatives prises par de nombreux syndicats C.F.D.T. pour donner une marque particulière à leur action, ce jour-là, avant ou après le défilé traditionnel, comme l'ont fait, par exemple, nos camarades des P.T.T. qui, après la manifestation centrale, se sont rendus à leur direction pour appuyer leurs revendications, et ceci sans aucune provocation.*

*Si les syndicats C.G.T. avaient adopté des attitudes identiques, la journée du 11 mars aurait joué un rôle plus important dans le développement des luttes.*

*Nous espérons que ces mises au point vous permettront d'apprécier d'une manière plus juste, les responsabilités que votre organisation porte dans les quelques incidents qui se sont produits et dont, encore une fois, il ne faut pas exagérer l'importance.*

*Pour notre part, nous estimons que nous n'avons nullement violé les engagements pris, et c'est pourquoi, quelles que soient les conclusions que vous tirez de l'unité d'action réalisée à cette occasion, nous sommes décidés, pour notre part, à la poursuivre et à appeler les travailleurs à développer leurs luttes dans l'accord le plus large de toutes les organisations syndicales.*

*Soyez assurés, Camarades, de nos sentiments syndicalistes.*

*P.S.* — Nous adressons copie de cette lettre au Camarade CHAUVET de la F.E.N.

Le Secrétaire général,
R. DUVIVIER.

## La catastrophe de MERU :

# la vie de salariés ne coûte pas cher aux patrons

**LE 27 mars dernier, Marius Bérion, P.D.G. de l'usine de bombes aérosol à Méru, dans l'Oise, a été condamné à un an de prison avec sursis et 20.000 F d'amende. C'est le prix que cette société lui demande de payer pour la mort de 3 jeunes ouvrières et 46 blessés graves lors de l'incendie de son usine en mai 1967. Pourtant les charges sont accablantes : l'usine ne comportait pas les systèmes de sécurité élémentaires (dispositifs anti-déflagrants) ; le montage des tuyauteries à gaz paraissait « un peu bricolé », etc.**

**On n'est pas très regardant pour un P.D.G. On se fait pourtant plus tâtillon en d'autres occasions : quand un automobiliste provoque un accident mortel, on lui enlève pour le moins son permis de conduire. Qu'un commerçant fasse faillite, on lui retire sa patente. Qu'un banquier soit acculé à déposer son bilan, il doit se retirer des affaires : entre « citoyens », entre bourgeois, c'est de bonne guerre, et la bourgeoisie a toujours eu la susceptibilité délicate lorsqu'un bourgeois en lèse, ou en roule un autre.**

**Suivant ces exemples édifiants, certains naïfs auraient pu croire que lorsqu'un patron se révèle inapte à exercer son rôle de patron, c'est-à-dire à assurer l'entretien et la simple survie de ses ouvriers, il doive — sinon rendre gorge — du moins rendre bourse et carte de P.D.G.**

**Mais c'est oublier trop vite que patrons et salariés sont deux moitiés égales, mais qu'au regard de la loi l'une est plus égale que l'autre.**

**La bourgeoisie a d'ailleurs si bien compris ce principe élémentaire que sa « législation du travail » a même prévu que les victimes salariées (qui sont encore là) n'aient pas même le droit de se constituer parti civile contre le patron responsable. Car se constituer partie civile rend les ouvriers accusateurs de patron, alors que là, c'est la justice officielle qui conduit l'accusation en réduisant les travailleurs « lésés » au rang de simples témoins. Et en effet, le président du tribunal de Beauvais a refusé ce droit aux victimes de la catastrophe de Méru, comme l'a expliqué limpidement le substitut le jour du procès :**

**« Il s'agit d'un accident du travail. Les victimes sont couvertes par la législation appropriée. Les constitutions de partie civile sont donc irrecevables. »**

**Car enfin, lorsqu'un travailleur est « assisté » par la Sécurité sociale, il faut qu'il fasse preuve d'une outrecuidance intolérable pour oser dire : « J'ACCUSE ! ».**

**Les victimes de Méru, elles, ont dû y renoncer**

**Quant à nous, nous n'aurons certes pas l'insolence d'accuser les responsables des 3 morts, des 46 brûlés de « crimes ». Car nous savons bien que la rentabilité capitaliste exige de sacrifier de temps en temps des vies humaines plutôt que d'installer des appareils de sécurité trop coûteux. Et après tout, les patrons n'ont jamais tiré leurs profits que de la sueur, de la santé, et quand il le faut de la vie des salariés. Ce n'est pas un crime. C'est dans l'ordre des choses.**

**D'aucuns diraient bien sûr que cet ordre est criminel.**

**Mais ce procès aura au moins servi à faire découvrir une fois de plus aux prolétaires, ces citoyens de 4e classe, que les patrons, ça ne s'accuse pas. ça se combat.**

### *Au Carbone-Lorraine (Seine-St-Denis)*

# 4 jours de grève contre des licenciements

LE lundi 17 mars, 1/4 d'heure avant la sortie, quatre jeunes ouvriers étaient appelés au bureau du chef du personnel. Là, ce dernier leur dit qu'il les licençiait sur le champ et sans motif. La direction affirmait d'ailleurs qu'il n'y avait aucun motif, que tout simplement elle rompait leur contrat de travail, comme eux-mêmes auraient pu le rompre, sans donner de raison.

Les quatre jeunes se précipitaient alors dans les vestiaires pour prévenir les ouvriers qui n'étaient pas encore partis puis allèrent voir les délégués. Ces derniers décidaient alors d'appeler les travailleurs de l'usine à un meeting le lendemain à 8 h 30. Ce jour-là, les quatre licenciés prenaient leur travail à 7 h, comme d'habitude, malgré la maîtrise et le chef du personnel qui faisaient pression sur eux pour qu'ils quittent les lieux.

Au meeting de 8h 30 tous ceux qui connaissaient les quatre ouvriers étaient là, décidés à ne pas reprendre le travail après le meeting. Les délégués C.G.T. et C.F.D.T. demandaient une entrevue à la direction qui refusait de les recevoir. Les grévistes se répandirent alors dans les ateliers entraînant avec eux un grand nombre de travailleurs.
A 14 heures, la direction recevait les délégués mais elle restait sur ses positions.

Le lendemain mercredi, on décidait de continuer la grève. Une réunion eut lieu entre la direction, l'inspecteur du travail, les délégués et un travailleur désigné par chaque atelier. Cette réunion n'apporta rien de plus sinon que la direction expliquait les licenciements en disant que les quatre jeunes mettaient « la survie de Carbone Lorraine en danger » ! Quant à l'inspecteur du travail il se contentait de trouver les licenciements anormaux, il conseillait aux grévistes de reprendre le travail et aux quatre licenciés d'attaquer en Prud'homme !

Le jeudi la direction refusait de réunir le comité d'entreprise. Elle prévenait les délégués qu'ils étaient dans l'illégalité car ils n'avaient pas le droit de circuler dans les ateliers pour inciter ceux qui travaillaient encore à quitter leur poste.

Et la direction restait toujours sur ses positions. Le vendredi matin, tandis que les plus déterminés étaient plus que jamais décidés à continuer la grève, les autres, ne voyant pas comment ils pourraient faire plier la direction, reprenaient le travail.

Dans l'après-midi, direction, délégués et inspecteur du travail se rencontraient à nouveau. La direction refusait de réintégrer les licenciés. Et sur sa promesse de ne plus licencier sans motif les délégués appelaient les grévistes à reprendre le travail lundi.

La grève est terminée au Carbone Lorraine, sans que les jeunes soient réintégrés mais la direction n'est certainement pas près d'oublier que cela lui a valu quatre jours de grève. En réalité elle pensait se débarrasser de quatre « gauchistes » avec le moindre mal, car elle ne comptait pas que certains délégués C.G.T., laissant de côté leurs divergences politiques allaient défendre honnêtement leurs camarades de travail, s'opposant même pour cela à certains permanents de leur syndicat.

### ● *Licenciements à la gare de Lyon*

# La direction C.G.T. entrave la riposte

**SUR le secteur Sud-Est, la S.N.C.F. est en train de procéder à une première vague de licenciements. Ceci entre dans son plan de réorganisation — on sait qu'elle projette de réduire de 50.000 le nombre des cheminots d'ici quelques années — or ce chiffre ne peut évidemment être atteint par les seules mises à la retraite anticipée et les mutations des agents. La direction procède donc à l'exclusion, parmi les auxiliaires et les hommes d'équipe à l'essai, de ceux qui font ou feront le moins son affaire. Au moins deux camarades sont licenciés pour raisons de santé, la S.N.C.F. ne tenant pas à payer des pensions.**

En fait, tous les motifs de licenciements sont abusifs. Par exemple, un auxiliaire qui a plus d'un an de service au chemins de fer et qui aurait normalement dû être commissionné, a reçu pour motif de licenciement « ne fait pas son travail avec cœur et bonne volonté » ! Et un autre, parce qu'il aurait eu une condamnation avec sursis !

Depuis une semaine, il y a de l'effervescence sur les chantiers parmi les auxiliaires et même chez un bon nombre de titulaires conscients que la S.N.C.F. est en train de réduire les équipes en enlevant, mutant ou licenciant un agent par-ci par-là.

Depuis une semaine les syndicats se font tirer l'oreille, acceptant peut-être de défendre les gars devant la direction, mais un par un. Quant à celui qui fut condamné avec sursis, ils ne veulent rien entendre : « Tu comprends, un repris de justice, on ne peut pas défendre des gars comme ça... »

Lundi dernier, la C.G.T. acceptait après une entrevue avec certains licenciés de tirer un tract explicatif, appelant le personnel à une réunion de P.L.A., le chantier le plus touché.

Le lendemain pas de tract, « on le fera pour mercredi, camarade, et on fixe la réunion pour lundi prochain ». Le mercredi personne au syndicat, seule une dactylo disant que le tract n'était pas fait.

Voyant que la direction C.G.T. noyait délibérément le poisson, quelques camarades du chantier ont donc diffusé jeudi un tract expliquant la situation et fixant un rendez-vous à tous ceux qui voudraient bien venir accompagner les licenciés chez le chef principal pour demander des explications.

La réaction des bonzes cégétistes ne s'est pas fait attendre. Ils sont passés voir systématiquement tous les agents, prenant le temps de discuter avec chacun, leur expliquant que cette délégation n'était pas organisée par les syndicats mais par les gauchistes, qu'il ne fallait pas y aller, qu'il fallait rester au boulot ou chez soi.

Ainsi, ces « responsables » qui, paraît-il, n'avaient pas le temps d'expliquer aux agents que ces licenciements concernaient tout le monde et que seule une riposte de tous pouvait les empêcher, ont bien pris tout le temps nécessaire pour empêcher et saboter la délégation. Pour plus de sûreté, ils sont venus en nombre au rendez-vous de la délégation au cas où certains n'auraient pas compris. Mais ceux qui sont venus malgré leurs recommandations pouvaient se compter sur les doigts des deux mains.

Toutefois, tout en disant : « Voyez ce qui arrive quand on essaie de se battre sans le syndicat » et en prodiguant forces conseils paternalistes aux jeunes qui étaient là, ils ont été, par la force des choses, contraints de fixer la réunion au plus vite et pour lundi.

### ● *A Sud-Aviation (Toulouse)*

# Mutation sous peine de licenciement

**ALORS qu'on pavoise à l'occasion du premier vol du Concorde et qu'on se congratule sur cette belle réussite de l'aéronautique française, à Sud-Aviation Toulouse la situation des travailleurs se dégrade de jour en jour. Car la fin de la réalisation du prototype laisse pratiquement 4.000 ouvriers et chefs d'équipe sans travail. Depuis le 17 janvier, les horaires de travail sont passés de 44 heures à 42 h 30, sans compensation de salaire. En outre, on assiste à des mutations autoritaires qui ne sont autres que des licenciements camouflés.**

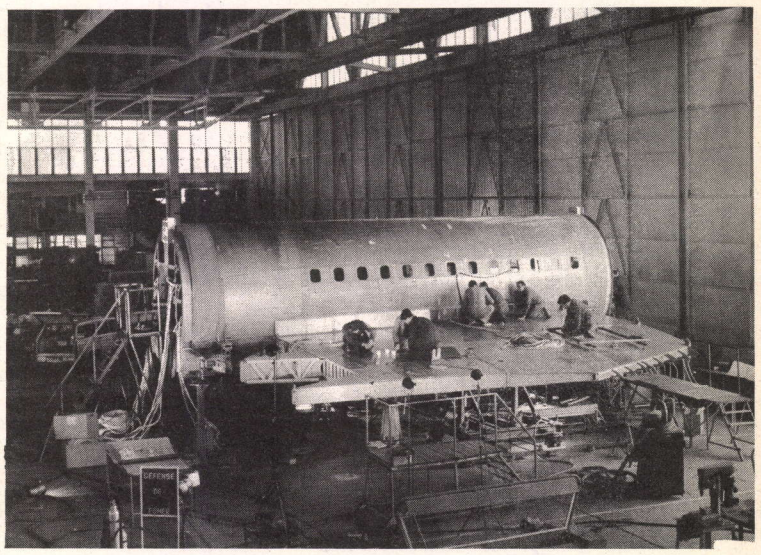
La passivité des organisations syndicales est totale. Depuis des mois, elles n'ont trouvé comme réponse aux provocations de la Direction que l'offre de discussions avec elle et d'organisation de réunions d'information pour ameuter le public. Le train-train syndical succède au train-train syndical.

Pendant ce temps, la Direction multiplie les intimidations et les pressions sur le personnel. Leur poste étant supprimé, de nombreux professionnels sont mutés à des postes de manœuvres. Le rateau, le chiffon et le balai sont devenus leurs instruments de travail. Ici, ce sont des P3 qui ratissent les pelouses, là, on lave des vitres, ailleurs ont nettoie les w.c. Les balayeurs sont légions. Mais l'absurdité a atteint son comble lorsque certains travailleurs se sont retrouvés en stage de formation pour apprendre... leur propre métier !

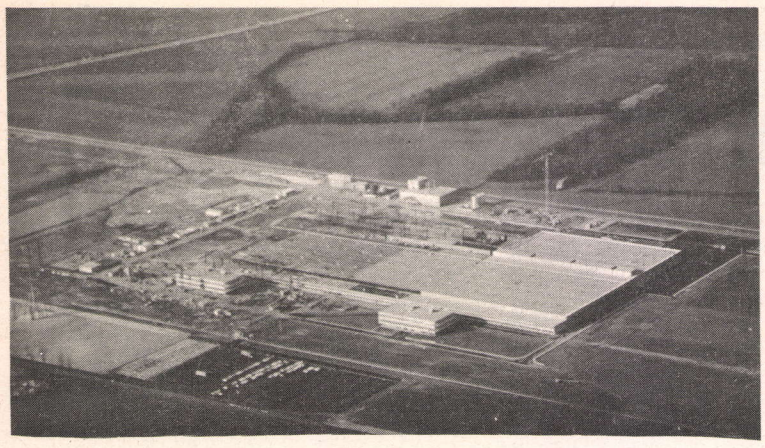
Il y a une semaine enfin, 53 ouvriers recevaient une lettre de mutation : la Direction leur signifiait leur détachement « provisoire » (mais à Sud-Aviation actuellement, on sait quant on part, rarement quand on revient) à l'usine de Bouguenais près de Nantes, en précisant que le refus entraînait le licenciement. Certains travailleurs ayant protesté, le chef du personnel leur répondit que la Direction avait admis le licenciement par souci humanitaire, car tout refus de mutation entraînait rapidement la rupture de contrat de travail, par conséquent la suppression des indemnités de licenciement et de chômage. C'est une bien piètre compensation pour ces travailleurs : leur situation est en effet très précaire, étant donnée la situation de l'emploi à Toulouse et dans la région. Au cas où ils n'accepteraient pas la mutation, ils risquent donc plusieurs mois de chômage.

Dernièrement enfin, la Direction donnait un avertissement à deux délégués C.G.T. qui avaient distribué des tracts à l'intérieur des ateliers et des bureaux, pendant les heures de travail.

Mais si la Direction peut si facilement manœuvrer, c'est qu'elle ne trouve en face d'elle aucune opposition conséquente. Des pétitions et les grè-grèves d'une demi-heure ou d'une heure provoquent chez les travailleurs une lassitude grandissante et bien compréhensible.



Sud-Aviation - Toulouse (U.P.I.)



## ● A la SNECMA (Corbeil)

# C'EST LA GRÈVE

**DIMINUTION des plans de charge entraînant des baisses sensibles sur le salaire des ouvriers au boni, resserrement de la discipline se traduisant par des avertissements de plus en plus fréquents, arrogance de certains chefs... la colère qui couvait a brusquement explosé mercredi dernier.**

Mercredi soir 26 mars, les travailleurs en équipes étaient guettés par un chef d'atelier, particulièrement détesté, et qui, pour mieux surprendre les retardataires, s'était caché derrière une machine. Interpellé brutalement, un ouvrier réplique vertement au chef en lui disant ses quatre vérités. Une discussion violente s'en est suivie... Il n'a rien fallu de plus pour mettre le feu aux poudres. Très rapidement, les ouvriers de l'équipe du soir se rassemblent autour du chef d'atelier. Un travailleur s'empare du petit carnet sur lequel étaient inscrites les « punitions », le déchire et le piétine. La colère des ouvriers est à son comble et le chef ne doit son salut qu'à une fuite précipitée. Poursuivi par les ouvriers, au nombre d'environ 200, il s'enferme dans son bureau qui est rapidement mis en état de siège. C'est alors que les délégués accourent sur les lieux pour exhorter les ouvriers à la prudence et, après de violentes altercations, réussissent à les ramener dans les ateliers.

Rapidement alertée, la direction décidait de prendre des sanctions. Et le lendemain jeudi soir, les travailleurs des équipes du soir apprenaient que trois d'entre eux étaient licenciés, dont un ouvrier connu pour ses idées révolutionnaires.

La risposte est instantanée et tout aussi spontanée : les travailleurs se mettent en grève illimitée pour obtenir la réintégration de leurs camarades. Le lendemain vendredi, le mouvement de grève s'étend : les ouvriers des équipes du matin débrayent, suivis par ceux de la normale, puis la majorité des bureaux rejoignent la grève.

A 8 h 30, un premier meeting réunit plusieurs milliers de travailleurs. L'ambiance est à la combattivité. Après avoir entendu un rapide exposé du représentant de la C.G.T. qui promet... de poser le problème au C.E. qui se réunit le jour même, les ouvriers se dirigent rapidement vers les bureaux de la direction. Le cortège est ponctué de nombreux cris : « Non à la répression, réintégrez nos camarades. » De nombreux travailleurs stationnent devant les bureaux tandis que d'autres défilent dans les ateliers et entraînent avec eux une partie des hésitants qui étaient restés au travail.

A 15 heures a lieu un nouveau meeting qui réunit, une fois de plus, plusieurs milliers de grévistes. Les syndicats sont obligés de reconnaître que les négociations n'ont rien donné. Et l'orateur de la C.G.T. conclut : « Et maintenant, camarades, qu'allons-nous faire ? » De la salle des cris fusent : « Occupation de l'usine, restons dans la boîte, comme en mai. » La majorité des présents semble se prononcer pour une occupation immédiate de l'usine. Des ouvriers crient : « Il faut passer au vote ! » Un travailleur « gauchiste » soutenu par un groupe de camarades, réclame alors le micro, que les staliniens n'entendent pas lâcher. Une bagarre éclate, mais la C.G.T. finit par garder le micro et annonce qu'elle doit téléphoner au directeur général et qu'il faut attendre la réponse. La plus grande confusion s'installe alors. Une partie des travailleurs, écœurés, quittent la salle. Les autres attendent le résultat du coup de téléphone. Plusieurs minutes plus tard, le délégué revient, bredouille, comme il fallait s'y attendre.

Les partisans de l'occupation de l'usine réaffirment leurs positions et réclament de nouveau un vote. Avec le plus grand mal, la C.G.T. réussit à repousser le vote, prétextant l'absence d'une partie du personnel. Les travailleurs auront donc à se prononcer lundi matin.

A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas les résultats de la consultation. Jusqu'à présent, les staliniens ont réussi, tant bien que mal, à dominer la situation.

Mais la combattivité reste grande. Samedi matin 29 mars, les travailleurs des équipes ont poursuivi la grève. Ils sont restés dans l'usine et ont débattu de leurs problèmes. Aussi est-il probable que lundi matin les ouvriers continueront la grève jusqu'à satisfaction.

## ● THOMSON (Bagneux)

# Quand la C. F. D. T. participe

**AU mois de mai-juin, la C.F.D.T. Thomson-Bagneux était le syndicat qui remettait en cause les « structures » de la société. Elle se souvient en ce moment de ses projets de réforme et tente de leur redonner vie en apposant sur les panneaux syndicaux une affiche rappelant ses propositions aux travailleurs et à la direction.**

Il s'agit tout bonnement de transformer le C.E. en pouvoir des travailleurs ou presque ! Sans doute un développement des têtes d'affiches qui sont apparues à Bagneux : « Autogestion, marxisme, anarchisme. Qu'est-ce qu'il en est ? »

Le projet tient dans l'échange d'informations par le canal du C.E.

1er point :

« Réunions de service tous les deux mois, rassemblant tout le personnel QUELLE QUE SOIT SA CATEGORIE PROFESSIONNELLE » (la C.F.D.T. insiste sur ces mots, c'est ce qui fait sans doute le caractère démocratique de son projet). Ces réunions auraient lieu sous la responsabilité d'un membre de la hiérarchie, et ce chef hiérarchique informerait son personnel sur l'organisation du service, son évolution, les charges de travail, l'emploi et les salaires...

Et ces réunions de service se dérouleraient en la présence d'un élu du personnel désigné par le C.E. (l'œil vigilant du membre du C.E., l'élu, donnerait à ces réunions le piquant contestataire nécessaire).

2e point du projet :

« L'Assemblée du personnel d'une division, tous les trois mois, sur le temps de travail. »

Ces assemblées se tiendraient cette fois sous la responsabilité des organisations syndicales.

Enfin le tout serait couronné par une commission « information du C.E. » qui contrôlerait l'information descendante (comme disent les « techniciens »).

Ce projet n'a pas encore eu l'accord de la direction, mais peut-être a-t-il pour but seulement d'attirer à la C.F.D.T. tous les travailleurs qui contestent à longueur de journée l'organisation de la production, thème dont sont friands techniciens et ingénieurs, que ce soit à Bagneux ou ailleurs.

On doit peut-être rappeler aux camarades de la C.F.D.T. que ce projet est déjà entré en application (commissions, réunions de service, etc.) dans certaines entreprises... mais par l'initiative des patrons pour donner un exutoire aux contestataires et mieux faire tourner la maison. Là ils ne l'appellent ni co-gestion, ni autogestion, mais... participation.


**vendredi 25 avril 21 h.**

**grande salle de la mutualité**
**24, rue saint-victor paris 5**

**grand meeting public**

**l'épisode du référendum et les tâches des révolutionnaires**

**organisé par**
**"lutte ouvrière" et "rouge"**

participation aux frais 2 f.


## ● PÉPÉRIOT Travaux Publics (Bordeaux)

# Une grève victorieuse

**POUR les 300 travailleurs de l'entreprise de travaux publics Pépériot, à Bordeaux, le 11 mars n'a pas seulement été « la » journée nationale de grève, mais le début d'une grève illimitée.**

*Pour l'obtention de meilleures conditions de travail, le rattrapage du pouvoir d'achat et surtout l'obtention d'une indemnité de repas de 3 francs par jour, les travailleurs votent la grève illimitée. Un comité de grève est élu, où se retrouvent des ouvriers syndiqués et non syndiqués. Le mouvement est suivi à 100 %. Pas un travailleur ne se rend sur les chantiers. Ouvriers espagnols, portugais, français, nord - africains se retrouvent, au coude à coude, dans une même volonté d'obtenir satisfaction.*

*Au quatrième jour de grève, le patron reçoit les représentants des grévistes pour leur annoncer... qu'il n'entendait pas lâcher un sou. C'est dans le courant de la même journée qu'un groupe d'étudiants révolutionnaires prend contact avec les grévistes et leur propose son soutien.*

*Malgré la réticence, voire l'hostilité de certains délégués, les travailleurs acceptent l'aide proposée. Des affiches sont confectionnées, pour populariser la grève, des collectes sont organisées par des équipes d'ouvriers et d'étudiants.*

*La mobilisation des travailleurs, leur grande combativité incitent le patron à se montrer conciliant. Il commence par proposer la somme dérisoire de un franc par jour. Puis, quelques heures plus tard, une indemnité journalière de 2 F.*

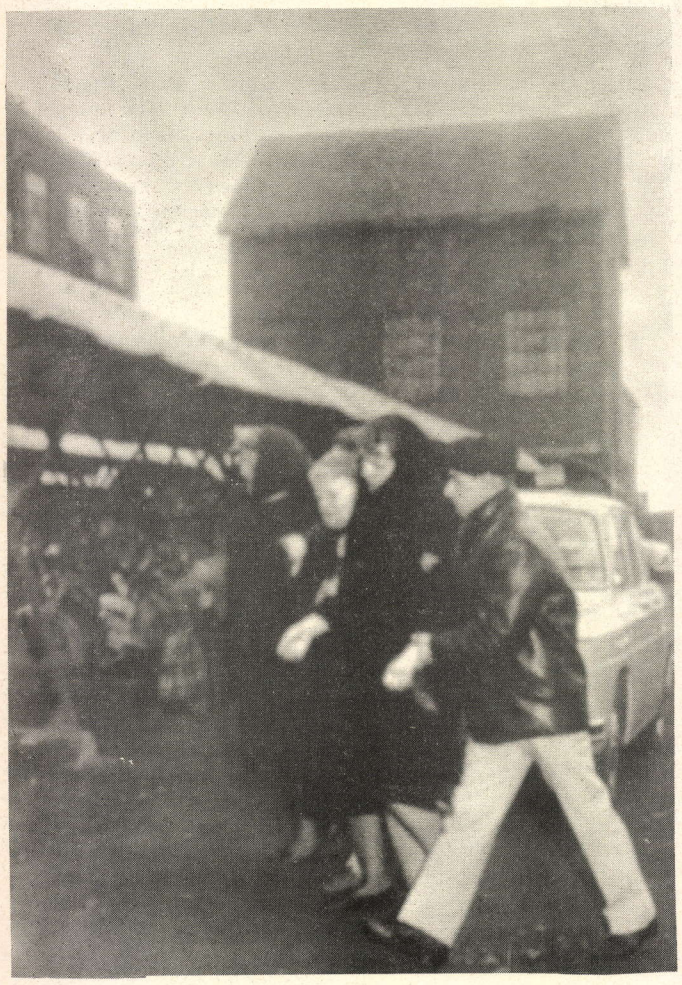
*Les bureaucrates de la Bourse du Travail, qui se sont bien gardés d'aider les grévistes, interviennent alors pour conseiller la reprise du travail. « Il faut se contenter de ce succès, les ouvriers ont besoin d'argent, ils ne peuvent continuer la grève, il faut se garder de tomber dans l'aventure... ». Voilà la substance de l'argumentation des permanents de la Bourse. La conclusion de tout cela, c'est qu'il faut, dès le lendemain, organiser un scrutin « démocratique » c'est-à-dire à bulletin secret.*

*Mais les travailleurs, dans leur très grande majorité, pensent qu'ils peuvent obtenir entière satisfaction. Les délégués eux-mêmes refusent de voter pour la reprise du travail. (Pour ne pas trop contrarier leurs amis de la Bourse, ils décident... de ne pas participer au vote afin, disent-ils, de ne pas en fausser le résultat !)*

*Le résultat du vote donne une majorité de 75 % pour la continuation de la grève. Le mouvement continue et, dans la soirée, le patron cède : l'indemnité journalière de 3 F pour tous est accordée.*

*La combativité des travailleurs, l'aide qu'ils ont reçue leur ont permis de surmonter les tergiversations des bureaucrates et de faire plier le patron... Un exemple qui pourrait ne pas être perdu pour les autres entreprises du bâtiment de la région bordelaise...*

# LE CAPITALISME ASSASSIN



*LEFOREST : Un dramatique accident s'est produit lundi après-midi à la fosse 10 de la mine à Leforest près de Douai où une cage à la suite d'une avarie mécanique du treuil, s'est écrasée une centaine de mètres plus bas causant la mort de quatre électromécaniciens, un cinquième se trouve dans un état désespéré. L'accident s'est produit entre les étages moins 270 et 370 au moment où les ouvriers se rendaient à leur travail. Voici sur le carreau, une épouse, soutenue par des proches, venant reconnaître le corps de son mari.* (U.P.I.)

**LUNDI 24 mars, à la fosse 10 de l'Escarpelle à Leforest, cinq mineurs ont trouvé la mort. Ils se rendaient de l'étage — 270 à l'étage — 370, et avaient emprunté la cage du bure 4. Malheureusement, une avarie se produisit au treuil. Le tambour se désolidarisa du moteur, ce qui entraîna la chute de la cage sur 100 mètres, sans que le machiniste puisse faire usage du frein de service.**

**Dans chaque fosse existent, pour relier certains étages, des puits intérieurs appelés « bures » réservés à l'acheminement du matériel et à la remontée du charbon.**

**Comme les cages circulant dans les bures ne présentent pas les garanties de sécurité qui sont celles du puits central, puits servant uniquement à amener l'ouvrier sur les lieux du travail, le règlement interdit aux membres du personnel de les utiliser.**

**Les mineurs devant se rendre d'un étage à l'autre doivent donc emprunter des échelles, échelles où l'on voit les silicosés suffoquer, s'arrêter, laisser passer leurs camarades et reprendre le pénible parcours, incomparable à ce qu'il est à l'air libre.**

**Bien sûr, on interdit à la majorité des mineurs de se servir du bure. Mais il est des catégories, telles les électromécaniciens, les emballeurs ou encore les hommes d'about (ceux qui descendent le matériel) qui de par leur travail doivent sans cesse se rendre à des niveaux différents. Pour eux, les directions ferment les yeux lorsqu'ils prennent les bures. Réglementairement, ils n'y sont pas autorisés mais dans tous les puits cela se fait car si ces travailleurs empruntaient eux, les échelles, la production serait considérablement ralentie.**

**Et comme par hasard 4 des 5 victimes étaient des électromécaniciens.**

**Dans les mines comme partout, les règlements en vigueur ne sont pas respectés. Du reste, ils ne sont pas conçus pour cela. Ils sont conçus uniquement pour dégager les responsabilités des directions en cas d'accidents.**

**Aussitôt après la catastrophe, une enquête fut ouverte. Des experts descendirent pour déterminer les causes du drame, et la direction, elle, dégagea sa responsabilité, arguant que les 5 mineurs n'avaient pas à prendre place dans la cage du bure.**

**Pour les Houillères, les responsables sont donc trouvés. L'enquête en trouvera peut-être d'autres. Mais jamais, au grand jamais, l'exploitation capitaliste ne sera tenue pour responsable de l'accident.**

**Et pourtant, c'est bien pour elle que ces 5 mineurs sont morts.**

## ● Renault-Flins

# ELECTIONS DE DELEGUES DU PERSONNEL

**LES mercredi 19 et jeudi 20 mars, les élections de délégués du personnel ont eu lieu à l'usine Renault de Flins. Elles avaient été préparées, les jours précédents, par une intense campagne de tracts.**

Le 18 mars, la C.F.D.T. publie un tract intitulé « ce que vous devez savoir », et contenant des révélations « sensationnelles ». S'agissait-il d'un désaveu des accords de Grenelle ? De la poignée de mains de Descamps et de Nixon ? De décisions concernant la poursuite de la lutte après le 11 mars ?

Vous n'y êtes pas ! Il s'agisde lever le voile sur une nauséabonde histoire d'essence, datant de juillet 1968, et dont personne ne semblait se soucier depuis lors.

### Une sombre histoire de gros sous...

Voici de quoi il s'agissait : au cours de la grève de mai, les syndicats avaient décidé de fournir aux grévistes de l'essence empruntée sur les stocks de la Régie Renault, moyennant finances. La grève terminée, il s'agissait bien sûr de rembourser la direction. Un grave problème se posa alors : la direction jouissant d'un rabais sur le prix de l'essence, fallait-il la lui payer à ce prix ou à celui, supérieur, des pompistes (0,97 F à ce moment), comme elle le demandait. La C.F.D.T. voulait payer au prix réduit, la C.G.T. acceptait de payer au prix fort et paya, mettant la C.F.D.T. devant le fait accompli. Celle-ci lui reproche donc d'avoir fait faire des bénéfices à la direction.

Devant une telle attaque, la C.G.T. répliqua aussitôt, par un tract. Pour elle, la position de la C.F.D.T. était aventuriste : en refusant de payer l'essence à la direction, en attendant que le litige soit réglé, les responsables C.F.D.T. « plaçaient les syndicats en position d'accusé **pour détournement de fonds, vol et recel** » Provocation évidente, qui « permettait à la Régie de décapiter l'organisation syndicale ». La Régie Renault, si la C.G.T. n'avait pas payé aurait, affirme celle-ci bloqué toutes les subventions du Comité d'Entreprise à une seule fin de... priver les travailleurs de l'aide aux vacances et d'arbre de Noël.

Cet intéressant débat se poursuivit dans quelques tracts avant les élections de délégués, offrant le triste spectacle de syndicats ayant pour principaux problèmes, non la lutte des travailleurs, mais la gestion des misérables sommes passant entre leurs mains, soit au titre du C.E., soit occasionnellement, comme c'est le cas ici. Ces boutiques gèrent ces sommes sans en rendre aucun compte aux travailleurs, rivalisent d'« honnêteté » vis-à-vis de la direction, et déballent soudainement tout ce linge sale à la veille des élections. Car enfin, pourquoi au moment où le problème s'est posé, les syndicats ne se sont-ils pas tournés vers les travailleurs pour demander leur avis sur l'opportunité de rembourser la Régie ?

En tout cas, cette nauséabonde histoire laisse, parmi les ouvriers de Flins, un pénible sentiment d'écœurement, en voyant leurs « représentants » se livrer à de telles querelles de chiffonniers. Celles-ci ne sont d'ailleurs que la conséquence de leur participation au C.E. : pour avoir le plaisir de gérer des œuvres sociales qui existeraient bien sans eux, C.G.T. comme C.F.D.T. se rouleraient volontiers aux pieds du patron, devant la menace — imaginaire ou non — de « bloquer les fonds du C.E. » !

Toute cette campagne devait essentiellement écœurer les travailleurs. Le nombre d'abstentions le montre : sur 9.660 inscrits, on comptait, dans le collège « ouvriers », 1.987 abstentions — soit 20 % — et 1.071 bulletins nuls — soit 11 %. Beaucoup ont donc manifesté, avec leurs pieds, leur désaveu des querelles syndicales.

On constate pour le reste des variations insignifiantes. Le pourcentage 54 % C.G.T., 46 % C.F.D.T. reste pratiquement inchangé.

Le mécontentement des travailleurs devant la politique des syndicats en mai, et en particulier devant celle de la C.G.T., ne se manifeste pas par un gain de la C.F.D.T. Il se manifeste surtout, outre les abstentions et les votes blancs, par la progression du nombre des rayures. Ainsi, Dugage, responsable C.G.T., placé en tête de liste, n'est élu que 15e sur 17 élus ; Verpy, second sur la liste, est élu 10e.

## ● Renault-Billancourt

# Quand la Régie se fait justice elle-même

**ENTRAVE à la liberté du travail, injures et coups et blessures envers deux directeurs de la Régie lors de la grève du 11 mars. C'est le prétexte invoqué par la Régie Renault pour sanctionner deux ouvriers d'un petit secteur d'outillage de l'usine (environ 200 personnes) : l'un est licencié et le second a trois jours de mise à pied avant renvoi.**

**Dès l'annonce des sanctions, la grève illimitée fut votée dans l'atelier des deux sanctionnés et il y eut quelques débrayages de solidarité dans d'autres secteurs de l'outillage, mais le travail reprit au bout de deux jours, car les deux cents gars restaient seuls dans la lutte.**

**En réalité, il s'agit d'une véritable provocation de la direction pour frapper deux ouvriers, et voici les faits tels qu'ils se sont produits :**

**Le 11 mars, jour de la grève nationale décidée par les trois syndicats C.G.T. - C.F.D.T. et F.O. ; dès l'embauche de l'équipe du matin, des piquets étaient en place devant les portes de l'usine non pas pour empêcher quiconque d'entrer, la grève n'ayant pas été votée, mais pour appeler à se joindre au mouvement de 24 heures. Et la régie a un sacré culot de parler d'entrave à la liberté du travail d'autant plus que, dans son communiqué à la presse, elle déclare que 50 % du personnel est venu travailler le 11 mars. Pour ce qui est des coups et blessures, la Régie inverse les rôles, ce n'est pas le piquet qui a « agressé » les directeurs, au contraire, c'est un directeur qui s'est rué sur les membres du piquet pour frayer la place à son supérieur. Ce « directeur de choc » a reconnu devant les délégués de l'usine qu'il ne connaissait pas les sanctionnés mais qu'il y avait des témoins.**

**La Régie en prend un peu à son aise, elle utilise la calomnie et les faux-témoignages pour priver des ouvriers de leur gagne-pain. Ce qui est caractéristique, c'est que la direction fasse justice elle-même, car il y a des tribunaux pour établir s'il y a délit et estimer les témoignages. En l'occurence, la Régie a tranché elle-même et de la seule façon qu'elle connaisse, en licenciant un travailleur.**

## correspondances des entreprises

# A Montparnasse - centre de tri :

# Grève de 24 h contre les sanctions

**DEPUIS le début de l'année, l'administration du centre de tri postal de Montparnasse accentue la politique de répression faisant pleuvoir sanctions et brimades sur le personnel. Préposés, agents, contrôleurs, voire même inspecteurs qui avaient l'audace de ne pas se ranger du bon côté, tout le monde trinquait. Aussi, dernièrement, une sanction particulièrement grave déclencha une réaction très vive du personnel.**

Un camarade d'une brigade de nuit reçut du chef de centre un « 532 » (sanction ouvrant la porte à l'avertissement, au blâme, voire à la mise à pied) pour s'être permis de mobiliser ses camarades pendant le travail : il avait osé défendre un agent puni par un chef qui haïssait cordialement celui-ci. La brigade réagit immédiatement : les discussions allaient bon train et on parlait de faire grève sur le tas. La nouvelle de la sanction se répandit bien vite dans le bureau-gare, beaucoup ressentaient la nécessité de réagir contre les méthodes de l'administration surtout que peu de temps avant, un chef avait essayé de corriger un préposé qui ne voulait pas « obéir ». Ce fut lui qui dans la bagarre eut le dessous.

Le soir à la cantine des groupes se formaient autour des représentants syndicaux pour savoir ce que l'on pouvait faire. Particulièrement le représentant de la C.G.T. fut assailli par de nombreux jeunes. Il dut après une vive discussion se soumettre au désir de tous et promit de « consulter F.O. » pour aller déposer le plus rapidement possible un préavis de grève. Le préavis fut posé par les syndicats (cinq jours de délai pour permettre à la direction de « réfléchir » selon eux) après qu'un vote étendu sur le bureau-gare eut lieu pour connaître la volonté du personnel. Trois brigades sur cinq répondirent affirmativement à 100 % et les autres à une forte majorité. Le mercredi 26 mars, jour de grève, de nombreux camarades vinrent effectuer le piquet de grève : à une des portes on dénombrait jusqu'à 36 postiers.

Rappelons que lors d'une affaire similaire avant mai, qui concernait des sanctions prises contre un représentant syndical le bureau-gare avait alors très peu réagi. C'est grâce surtout à l'expérience des grèves de mai-juin, que le personnel du bureau-gare se sent aujourd'hui plus sûr et a plus confiance en sa force. Pour les postiers du tri Montparnasse, l'esprit de mai est toujours vivant.

La grève fut suivie à 85 %, soit par 400 personnes l'après-midi, et il fut plus difficile de faire un piquet efficace car le chef de centre lui-même faisait avec ses acolytes un piquet anti-grève pour la « liberté du travail ». En cela il fut soutenu par cinq cars de police et trois voitures grises.

Dans l'après-midi eut lieu une assemblée devant l'entrée du centre de tri où assistèrent plus de cent personnes. De nombreuses discussions avaient cours, tous demandant aux représentants syndicaux ce qu'ils allaient entreprendre.

Le représentant C.G.T. propose aux sympathisants cégétistes de venir discuter à l'union locale toute proche. Il fut suivi par 80 personnes. La salle était bien petite pour tout ce monde, et depuis bien longtemps on ne s'était jamais retrouvé aussi nombreux lors de la grève.

Le représentant C.G.T. devant les questions pressantes de certains donna à la grève une signification toute autre que celle qu'elle avait réellement. A ses yeux, elle est une mobilisation pour « avertir » le chef de centre que l'on est mécontent de lui. Il faut, selon lui, que l'administration envisage sous un autre angle les « relations humaines » entre les cadres et le personnel. C'est pour cela que toujours, selon lui, il ne faut pas trop insister sur la présente grève si on veut discuter de certains délicats problèmes « humains »... Les sanctions récentes étaient déjà oubliées et le problème de leur éventuelle annulation, très lointain.

Il s'avère que jusqu'à présent le chef de centre n'a toujours pas accepté de donner audience aux représentants syndicaux et nombreux sont ceux qui parlent ici de « remettre ça ».

### LUTTE OUVRIÈRE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire «LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

# Une réédition :

# L'Internationale communiste après Lénine de Léon TROTSKY

*LE livre de Léon Trotsky « L'Internationale communiste après Lénine », vient d'être réédité par les Presses Universitaires de France. Ce livre a été écrit, pour l'essentiel en 1928, à Alma-Ata, en Asie centrale, où Trotsky venait d'être exilé sur ordre de Staline.*

*C'est dans ce contexte qu'il faut placer ce livre, écrit au moment où la nuit tombe sur l'Union Soviétique. L'année 1927 avait vu, pour l'essentiel, l'aboutissement du processus par lequel Staline s'était emparé du pouvoir. Depuis la fin de la Guerre civile, le prolétariat russe, épuisé, exsangue, privé de ses meilleurs militants, avait été peu à peu dépossédé du pouvoir, du contrôle qu'il exerçait sur l'appareil d'Etat par l'intermédiaire des Soviets. Peu à peu, le pouvoir prolétarien avait été remplacé par le pouvoir d'une caste omniprésente, celle des bureaucrates du Parti et de l'Etat, prenant leurs décisions dans l'ombre des ministères. A la tête du Parti Bolchevik, Staline, représentant achevé de ces « couches nouvelles », réussissait, patiemment, à placer ses hommes, à évincer, méthodiquement, la « vieille garde » révolutionnaire. C'est en 1927 que celle-ci, au sein de l'Opposition unifiée, mena sa dernière bataille dans le PC de l'U.R.S.S., et la perdit.*

*La montée, puis l'affermissement de Staline au pouvoir allaient avoir, et avaient déjà eu, des conséquences incalculables sur le mouvement ouvrier international. Staline, en contrôlant le Parti et l'Etat, contrôlait aussi l'Internationale communiste. Celle-ci, du même coup, devenait l'instrument de la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, couche sociale intéressée, non à la victoire de la révolution mondiale, mais au maintien de son propre pouvoir, au maintien du statu quo. C'est ainsi que l'I.C., de Parti mondial de la Révolution socialiste, devait devenir l'agent de la politique nationaliste, égoïste et bornée, de cette bureaucratie. Depuis 1923, l'I.C. a déjà montré que dirigée par une clique de bureaucrates, elle était incapable de mener, dans quelque pays que ce soit, une véritable politique révolutionnaire. L'échec de la révolution allemande de 1923, l'échec de la grève générale de 1926 en Angleterre, l'écrasement de la révolution chinoise en 1927, doivent être portés au passif des bureaucrates de l'I.C.*

*C'est à la dénonciation de cette évolution de l'I.C. que Trotsky consacre ce livre. Il tourne — surtout dans sa deuxième partie, la* Critique du projet de programme de l'I.C. *— autour de la dénonciation de la « théorie du socialisme dans un seul pays » avancée par l'équipe de Staline.*

*Car la bureaucratie au pouvoir sentait le besoin de donner, à son abandon de l'internationalisme prolétarien, une justification théorique. La théorie du « socialisme dans un seul pays » allait la fournir. Elle proclamait la possibilité de parvenir à la construction, en U.R.S.S., d'une société socialiste achevée, sans le secours de la révolution dans les autres pays. Trotsky montre à quel point cette théorie est en contradiction, non seulement avec toute la politique révolutionnaire des bolcheviks, mais avec le marxisme d'une façon générale. Les révolutionnaires ne prétendent pas construire, dans chaque pays isolément, un petit bout de « socialisme » — comme prétendent aujourd'hui le faire, chacun dans son coin, la Chine, ou Cuba, ou même l'Algérie « socialiste » de Boumedienne ! Le capitalisme a fait de l'économie mondiale un tout, où l'ouvrier américain, ou français, ne jouit d'une condition relativement meilleure que grâce à la surexploitation, par le capitalisme impérialiste, des travailleurs des pays du tiers monde, réduits à la faim et à l'esclavage, où chacun en quelque point du globe, est relié, par mille liens, à l'économie du monde entier. Les frontières nationales sont devenues une gêne pour le développement de l'économie, et les révolutionnaires prétendent, non les rendre imperméables, mais les supprimer. Ils ne prétendent pas faire le socialisme dans chaque pays, mais transformer l'économie mondiale, pour la mettre au service, non d'une poignée de capitalistes, mais de toute l'humanité. C'est à ce prix seulement que les gigantesques moyens de production des pays impérialistes pourront servir à l'amélioration des conditions de vie, non seulement des travailleurs de ces pays, mais des masses des pays du tiers monde, réduites à la misère par ce même impérialisme. C'est pourquoi le socialisme ne peut être construit que par la transformation de l'économie mondiale. Le moyen de cette transformation, c'est la révolution prolétarienne mondiale.*

*Trotsky nous rappelle à quel point les révolutionnaires russes étaient conscients de ce fait, Lénine en tout premier lieu, qui déclarait en 1921 : « Sans le soutien de la révolution internationale mondiale, la victoire de la révolution prolétarienne est impossible (..) : ou bien la révolution éclatera très vite dans les pays capitalistes les plus évolués, ou bien dans le cas contraire, nous devrons périr. » Pour les bolcheviks, la révolution mondiale avait commencé en Russie, précisément parce que c'était un pays attardé, le « chaînon le plus faible du capitalisme ». Mais précisément pour cette raison, l'idée ne leur venait même pas qu'ils puissent subsister dans un entourage capitaliste, sans le soutien de la révolution dans les pays développés, ni a fortiori qu'ils puissent « construire le socialisme » dans la seule Russie. Pourtant, à l'époque stalienne, défendre cette idée, comme le faisait l'opposition de gauche, c'était maintenant un crime, un manque de confiance, pour tout dire du « trotskysme ». C'est Staline, et non les trotskystes, qui choisit de désigner sous ce vocable les bolcheviks restés fidèles à l'internationalisme prolétarien.*

*Puis Trotsky montre comment les nouveaux bureaucrates dirigeants de l'I.C., par leur politique bornée, doivent être tenus pour responsables de tous les échecs révolutionnaires de l'époque. Il est vrai qu'après 1928, les staliniens se rendirent coupables de bien d'autres trahisons.*

*Notons en passant que sous prétexte « d'actualisation » du livre, la préface de Pierre Frank développe, à propos de la révolution dans les pays sous-développés, et notamment de Cuba, des vues qui n'ont qu'un lointain rapport avec les analyses de Trotsky.*

*Aujourd'hui, alors que le stalinisme connaît un déclin accéléré, les révolutionnaires doivent retrouver, par delà tous les mensonges qu'il a déversé, la véritable tradition révolutionnaire : celle de ceux qui créèrent en Russie le premier Etat ouvrier, et qui tinrent face à tout le monde capitaliste coalisé ; celle aussi de ceux qui, au plus fort de la réaction stalinienne, maintinrent la politique bolchévique. La réédition de l'Internationale communiste après Lénine, livre depuis longtemps épuisé, doit nous aider à renouer avec ce passé, et à comprendre les tâches du présent.*

# MAI et JUIN au fil des jours (XVII)

(Photo U.P.I.)

**Les « Beaux-Arts » sont évacués**

## 14 JUIN (suite)

Etaient-ils angoissés par la carence de l'Etat ? Bien au contraire, ils se sont dit : « C'est enfin le moment d'y aller. La brèche est ouverte. Les étudiants montrent la voie. »

Ces travailleurs ne font-ils donc pas partie de « l'opinion publique » ? Apparemment non.

Quelle est donc cette « opinion publique » rassurée par la tactique de M. Séguy ? L'autre classe. La classe ennemie.

*« Les élections offrent à notre lutte de toujours pour la démocratie une proche et concrète perspective. Il était de l'intérêt des travailleurs de conduire le mouvement à son issue victorieuse sur le plan revendicatif et que les élections puissent se dérouler normalement afin que les travailleurs puissent prolonger et compléter leur action. »*

L'impératif étant les élections, il devait y avoir bien vite une issue sur le plan revendicatif. Par définition, cette « issue » devait être « victorieuse ». Pour aller plus vite, on laissait en route l'abrogation des ordonnances, puis l'échelle mobile, puis les quarante heures... Mais l'issue demeurait aussi « victorieuse » qu'un angle qui demeurait droit en perdant tous ses degrés sur le chemin.

*« Dans cet esprit, le Bureau confédéral intégrait dans sa déclaration du 5 juin un paragraphe de la plus haute importance estimant que « partout ou les revendications essentielles ont été satisfaites, l'intérêt des salariés est de se prononcer en masse pour la reprise du travail dans l'unité. »*

L'ennui, c'est qu'une augmentation de salaire sans échelle mobile, c'est comme une pièce d'un franc coupée en deux. Séguy connaît le morceau qui est « essentiel ».

*« Non les 10 millions de travailleurs en grève ne revendiquaient pas le pouvoir pour la classe ouvrière mais de meilleures conditions de vie et de travail. »*

Et c'est un membre du B.P. du P.C.F. qui parle ainsi. Toujours la même entreprise d'abétissement du prolétariat.

Quand a t-on vu, spontanément, le peuple laborieux d'un pays réclamer le pouvoir ? Le peuple parisien qui, en 1789, marchait sur Versailles, réclamait simplement du pain et de meilleures conditions de vie. Les travailleurs russes de 1917 réclamaient simplement la terre et la paix.

Le rôle de l'avant-garde, du parti révolutionnaire, c'est de montrer aux masses populaires que leurs revendications sont INCOMPATIBLES avec le maintien d'un régime d'exploitation. Le rôle de l'avant-garde, c'est de montrer à tous les salariés que s'ils ne vont pas loin, ils ne garderont même pas les miettes que le régime aux abois leur lache.

Et le rôle des traîtres a toujours été de faire croire aux salariés que l'amélioration de leurs conditions de vie est compatible avec un Etat policier, avec la bombe atomique, avec le pouvoir du capital.

La vie réelle répond à Séguy :

Un cultivateur parle à un cheminot :

*« Tu es en grève.*

*« Oui, depuis hier matin, les trains ne circulent plus.*

*« Tu as raison de te défendre. Nous, on fera quelque chose pour toi. On enverra quelques sacs de pommes de terre à votre comité. Mais, qu'est-ce que vous ferez pour nous ?*

*« Je ne sais pas. Comment peut-on vous aider ?*

*« Vous pourriez faire marcher les trains pour amener nos produits à Paris.*

*Vous pourriez peut-être les vendre directement dans les rues et les usines. Ça nous arrangerait, ça arrangerait les Parisiens, et on prouverait qu'on peut se passer d'intermédiaires.*

*« Eh, tu te rends compte. Si on stoppe les trains, c'est la grève. Mais si on les fait marcher à notre compte, c'est la révolution.*

*« Je me rends compte d'une chose, c'est que je vais avoir travaillé pendant des mois pour rien. Tout mon boulot va être fichu à cause de toi. Si tu fais ça, tu me causes beaucoup de tort et je marcherai contre toi. Tant pis pour ta grève. Arrête la tout de suite ou fais comme je te dis.*

*« En somme, les paysans veulent la révolution ?*

*« Tais toi donc, tu veux me faire peur du mot, mais c'est toi qui a peur de la chose ».*

Mais, redonnons la parole à Séguy.

*« Nous nous serions isolés nous-mêmes en entraînant, sans doute, la partie la plus consciente de la classe ouvrière, mais sans pouvoir résister à un impitoyable écrasement ».*

Toujours le même procédé. Nous aurions été écrasés. Nous aurions été écrasés. Dix millions de grévistes ne font pas le poids devant 200.000 flics et militaires de carrière. Par contre, les bulletins de vote ...voilà un bon moyen pour abattre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Un Séguy, à Cuba, eut été plus dangereux pour les masses que toute l'armée de Batista.

Mais, notons cette intéressante remarque. *« La partie la plus consciente de la classe ouvrière ».* Tiens, tiens, si par miracle, Séguy était devenu un véritable communiste, il aurait entraîné... Mais, comme il ne l'est pas devenu, *« La partie la plus consciente » devient de...*

*« Pseudo-révolutionnaires » rénégats du mouvement ouvrier, qui voudront bien « nous excuser de les avoir privé du plaisir d'assister à notre enterrement ».*

En attendant, c'est le « révolutionnaire » Séguy qui a assisté — de loin d'ailleurs — à l'enterrement de Gilles Tautin et des ouvriers de Sochaux.

Séguy termine par ces mots remarquables :

*« Nous devons nous féliciter de l'évolution positive de nos rapports avec les camarades F.O. ».*

Avouons que cette phrase nous gênerait horriblement si nous avions cru naguère aux simplifications abusives des collègues de Séquy, dont l'un déclara un jour :

*« Force Ouvrière ? C'est un gadget américain ».*

## 15 JUIN

La majeure partie des salariés a repris le travail. La C.G.T. adresse un « Appel aux travailleurs de France » :

*« Le bilan de ces luttes, pour aussi riche qu'il soit, laisse entières deux questions de première importance.*

*» Il s'agit :*

*» D'une part, de la garantie du pouvoir d'achat de vos salaires, traitement et pensions.*

*» D'autre part, de l'abrogation des ordonnances portant atteinte à la Sécurité sociale. »*

Le mot d'ordre d'Echelle mobile va-t-il reparaître ? Pas encore car :

*« L'occasion vous est donnée de prolonger et de compléter en tant que citoyens l'action que vous avez engagée en tant que salariés. »*

Ou, le syndicalisme, force d'appoint, des politiciens « de gauche ».

Et, pour prouver que les élections seront une victoire populaire assurée *L'Humanité* du 15 juin écrit :

*« La droite anxieuse à l'heure du jugement. »*

Pas anxieuse au point de croire que les violences lui feront perdre des électeurs :

*« A Villeparisis, les commandos gaullistes tirent sur des militants communistes : un blessé. »*

La réplique vient... cinglante :

*« La section de notre parti EXIGE l'arrestation des coupables. »*

Obsèques de Gilles Tautin, en présence de milliers de jeunes des comités d'action lycéens, de délégations d'étudiants et d'ouvriers. Huit lignes en page 13 de *L'Humanité-Dimanche*. Priorité au tiercé.

Un témoin raconte : *« D'abord, il y avait ce silence extraordinaire. On sentait une colère tendue, un sentiment de revanche à prendre. Ensuite, tous les gosses portaient une rose dans les mains. Les parents de Gilles avaient dit : « Pas de couronne ». Alors, les J.C.M.L. avaient acheté des milliers de fleurs rouges et les avaient distribuées autour d'eux. Et puis, c'était cette jeunesse qui frappait, cette extrême jeunesse, si grave : la majorité (on était de 5 à 7.000, je ne sais pas exactement) devait avoir entre 16 et 18 ans. Et puis encore, ils ont sifflé « L'Internationale », et c'est très beau quand on le siffle doucement, comme un chant clandestin, ça impressionne. Enfin, au cimetière, il n'y a pas eu de discours, pas de mots superflus. Seul, un jeune ouvrier, venu de Flins, a prononcé une phrase. Quelque chose comme : « Tu es tombé, on poursuit le combat », et les gosses se sont dispersés comme ils s'étaient rassemblés, spontanément, sans mot d'ordre, dans la même discipline commune et instantanée.*

*» Je les ai regardés partir. J'ai pensé : C'est la génération de mai. »*

Edition spéciale : « Ce n'est qu'un début », page 160.

## 16 JUIN

Interview de W. Rochet :

*« Le Parti communiste est apparu comme un parti d'ordre et de sagesse politique. »*

Sur ce terrain, il y a de la concurrence :

*« Il faut arracher l'Etat à l'emprise des monopoles. »*

*« Comme l'avait annoncé le « Manifeste communiste », les travailleurs aspirent à devenir eux-mêmes la nation. »*

Quand on aspire à l'être, c'est qu'on ne l'est pas encore. Et pour le devenir, il importe de ne pas confondre l'intérêt des exploités et celui des exploiteurs sous le vocable « d'intérêt national ».

De même qu'en attendant que les travailleurs dirigent les usines, ils ne peuvent parler des « intérêts de NOTRE industrie ».

Engels écrivait jadis : *« Tout Russe devenu chauvin s'inclinera tôt ou tard devant le tsarisme. »*

*L'Humanité-Dimanche* caractérise ainsi le P.S.U. en page 15 :

*« Le P.S.U., cette écume à la surface des eaux remuées par le grand naufrage des idéologies pseudo-révolutionnaires. »*

C'est aller vite en besogne que de parler de naufrage parce que de Gaulle a interdit les organisations d'extrême gauche.

Mais, même si c'était le cas, il faudrait se demander comment de si petits bateaux ont pu faire un si « grand naufrage ».

## 19 JUIN

A La Rochelle, des nervis gaullistes tirent sur les habitants d'un immeuble. Une femme est atteinte d'une balle dans la tête. A Fontenay-sous-Bois, des gaullistes attaquent le siège de la section communiste.

A La Garenne, une vingtaine de gaullistes attaquent des militants à coups de barre de fer.

A Issy-les-Moulineaux, des individus lancent une grenade devant la C.G. Radiologie où se tenait un piquet de grève.

Si la violence ne paie pas, les gaullistes vont se faire écraser aux élections.

*L'Humanité* du 19, note cette tortueuse pensée :

*« A Bordeaux, après avoir organisé provocations et désordres avec l'aide des pseudo-révolutionnaires, le pouvoir gaulliste est en train de les organiser lui-même avec l'appui des groupes fascistes. »*

Mais, est-ce la proximité des élections et le souci de recueillir quelques voix au quartier latin, voici soudain un jugement nuancé sur la pègre. Elle n'est plus coupable que de *« facheuses façons ».*

C'est le camarade Wurmser qui, après avoir joué, tant d'années, la claque lors des pendaisons de révolutionnaires (Hongrie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, etc.), et, après avoir demandé qu'un autre que lui, un Andrieu quelconque, se charge des menues saletés en mai-juin, fait une nouvelle entrée dans le rôle de papa-gâteau :

*« Les manifestations qui n'étaient pas tellement des provocations que de fâcheuses façons de se précipiter, tête baissée dans les provocations du gouvernement et de sa police. »*

On l'embrasserait si on n'avait pas de mémoire.

*L'Humanité* 19 juin, page 3 :

*« Les communistes s'élèvent contre l'occupation policière de la Sorbonne. »*

Ne pas confondre « s'élèvent » et « se lèvent »... C'est l'inverse. Page 8, on trouve un débat entre responsables communistes ; débat ayant pour but de montrer que la direction P.C.F. fut toujours appréciée dans le milieu étudiant.

Titre : *« Les communistes au quartier latin. »*

*« Notre audience est allée croissant dans les facultés... Au début, nous avons été incompris de certains : « Vous, des communistes, des révolutionnaires, pourquoi ne lancez-vous pas des pavés sur les C.R.S. ?, nous demandait-on parfois. »*

Toutefois :

*« Des épisodes ont appris à beaucoup de camarades et de sympathisants qu'il faut savoir accepter parfois de se faire injurier. »*

*(à suivre)*

(Les débuts de cette rubrique sont parus dans *« Lutte Ouvrière »* à partir du n° 19).


**LUTTE OUVRIERE**

Directeur Publication : Michel Rodinson

**ABONNEMENTS :**

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

**ABONNEMENTS DE SOUTIEN :**

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

**ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :**

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

**Correspondance :**

**M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e**

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

Imprimerie : ROTO - TECHNIC OFFSET, Aubervilliers